University of Kent

Kent Academic Repository

Kender, Philipp (2026) *À la recherche du père caché de l'Europe*. Le Grand Continent Dimanche, 01 (03). pp. 28-38.

Downloaded from
https://kar.kent.ac.uk/97438/ The University of Kent's Academic Repository KAR

The version of record is available from
https://legrandcontinent.eu/fr/dimanches/kojeve-le-pere-fondateur-cache-de-leurope/

This document version
Publisher pdf

DOI for this version

Licence for this version
CC BY (Attribution)

Additional information

Versions of research works

Versions of Record
If this version is the version of record, it is the same as the published version available on the publisher's web site. Cite as the published version.

Author Accepted Manuscripts
If this document is identified as the Author Accepted Manuscript it is the version after peer review but before type setting, copy editing or publisher branding. Cite as Surname, Initial. (Year) 'Title of article'. To be published in ***Title of Journal*** , Volume and issue numbers [peer-reviewed accepted version]. Available at: DOI or URL (Accessed: date).

Enquiries
If you have questions about this document contact ResearchSupport@kent.ac.uk. Please include the URL of the record in KAR. If you believe that your, or a third party's rights have been compromised through this document please see our Take Down policy (available from https://www.kent.ac.uk/guides/kar-the-kent-academic-repository#policies).

D

LE GC | DIMANCHE

Une autre idée de l'Europe



Lea Ypi
dans un pub à Paris

2



Le lapin aux spätzle de Nicolas Mathieu

9

« Et si nous voyions dans Guernica le portrait de ce que l'Europe a réussi à éviter d'être ? »

Pablo Picasso
par Diana Picasso

15



Nicholas Pullicino
(2026-2115)

23



À la recherche du **père caché** de l'Europe

28



Pascal Quignard deux poèmes inédits

39

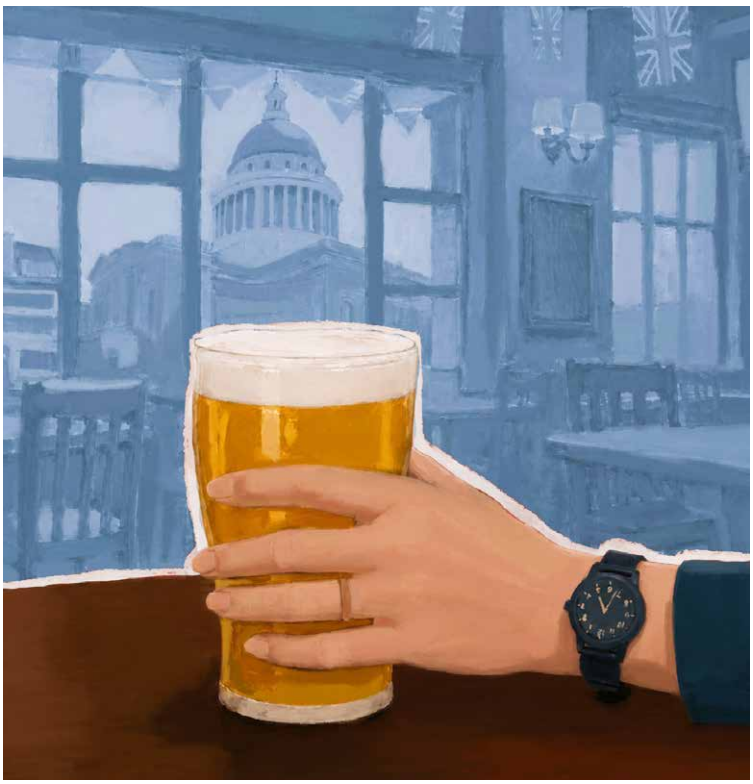


L'Europe empire chrétien selon **Paleologu**

43

Avec **Lea Ypi** et Rousseau dans un pub au Panthéon

« Il s'agit de partir d'une évidence :
la liberté de chaque être humain ; et d'une autre évidence :
tout ce qui nousnen sépare. »



AUTEUR Florent Zemmouche

MUSIQUE Hanns Eisler
Einheitsfrontlied, Solidaritätslied, Linker Marsch

Que l'on ne tienne pas rigueur à celui qui parle vrai, mais la fête de l'Europe, célébrée le 9 mai depuis 1985, est sans doute l'une des plus étranges qui existe. Déjà, la plupart des Européens ne savent pas très bien quand tombe leur fête. Personne ne sait d'ailleurs comment se fête l'Europe : qu'est-ce qu'on boit, qu'est-ce qu'on mange, on va où et avec qui ?

Surtout, et c'est le plus grave, ceux qui la fêtent ne savent jamais ce qu'il faut vraiment fêter. Peut-être parce qu'on y fête quelque chose qui n'est pas là : l'absence de la guerre, de tragédie, d'histoire. On fête, en gros, tout ce qui n'est pas dans *Guernica*. Justement, rien de tragique, rien de sublime, rien de vraiment palpitant.

Bof, donc. Que faire ? Pour cerner ce vide, nous nous sommes dit qu'il fallait se déplacer tout autour de cette absence. Et nous avons ainsi proposé à la plus grande philosophe albanaise, qui vit au Royaume-Uni, de prendre un verre avec le Grand Continent dans un pub à Paris.

Son pays essaye de rentrer dans l'Union, l'autre vient d'en sortir. Si l'on commence par là – pourquoi on quitte l'Europe, pourquoi on la rejoint –, on arrivera peut-être quelque part.

Pas de pression

Lea Ypi est déjà installée à l'une des petites tables qui longent la baie vitrée d'un pub, au pied du Panthéon. Un demi de bière blonde est posé devant elle. Elle relit un texte, stylo rouge à la main. Il y a un peu de bruit, elle ne m'entend pas arriver. Il faudra deux « bonsoir » pour qu'elle relève la tête, le regard encore vague.

Lea Ypi est concentrée, elle n'est pas tendue, mais elle semble surprise, comme une bonne élève qui serait prise en faute. Dans une heure, elle prononcera une leçon magistrale sous le transept du Panthéon en hommage à Jean-Jacques Rousseau. Avant cela, elle a donné dans l'après-midi, place Marcelin Berthelot, son dernier cours sur la Révolution.

Je lui demande si elle souhaite se concentrer encore un peu avant de commencer notre entretien, mais elle m'explique que ce n'est pas ça. Du tout. Elle n'a tout simplement pas l'habitude de boire seule dans un pub. Ce n'est que ces derniers mois, qu'un petit rituel du mercredi s'est installé, à la sortie de ses cours au Collège de France, en attendant son train pour Londres :

« Maintenant, ils me connaissent dans le lounge Eurostar, je suis la fille qui, tous les mercredis soirs, se descend une pinte seule. » Elle marque une pause. « Je m'étais toujours interdit de boire seule. J'ai toute une théorie là-dessus. »

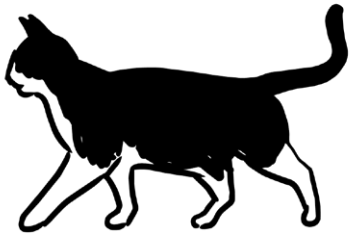
Elle sourit quand je lui signale que c'est le Collège de France qui l'a conduite à la boisson : « Mais je trouve que je le mérite ! » Elle ajoute : « J'ai beaucoup aimé donner ces cours, j'ai été très bien reçue ; j'aurais adoré y rester encore plus longtemps. »

Libre

Je lui explique ce que j'aimerais obtenir avec cet entretien : des lumières sur le 9 mai, la fête mal aimée, la difficulté à savoir ce qu'on y célèbre. Elle pose son stylo rouge et hausse les épaules. Elle n'y a, à vrai dire, jamais prêté grande attention. « C'est exactement le problème, non ? C'est une fête qui célèbre une déclaration qui n'est pas un événement vécu… Le 9 mai il n'y avait aucun photographe dans le Salon de l'Horloge, il a fallu que Robert Schuman répète la mise en scène plus tardivement pour avoir au moins une trace de ce moment historique. »

Elle, qui a vu un régime tomber, sait ce qu'est une date qui compte. « En Albanie, on a fêté la chute du communisme. Ça, c'était une fête. Avec la peur, l'incertitude, l'espoir, tout en même temps. »

C'est ainsi qu'elle arrive enfin en Europe. Elle a vu le capitalisme arriver juste après l'effondrement du régime, à l'âge de treize ans. « Pour beaucoup d'entre nous, c'était un moment de liberté. On pouvait voter, voyager. C'était une immense espérance. » Puis, très



vite, le désenchantement. « Les anciennes formes d'oppression avaient disparu, mais d'autres apparaissaient. »

Les Albanais, qui partaient, comme elle, pour l'Italie, y trouvaient le racisme. La culture, qui était lourdement censurée sous le communisme, mais restait accessible à tous, devenait payante, et donc fondamentalement excluante. « Tout ce qui relevait de l'entraide et de la solidarité de voisinage est devenu une transaction économique. C'est une perte qu'on ne mesure pas. »

Le socialisme moral

Si on la lance sur un sujet qu'elle apprécie, Ypi n'est pas avare en mots. Si on ne la lance pas du tout, elle n'a aucun problème à garder le silence.

Ses livres, dont le best-seller mondial *Enfin libre* (Seuil, 2022), puis *Indignité* (Calmann-Lévy, 2025), parlent pour elle. Quel sera le prochain épisode ?

« Le prochain livre sera celui que je suis en train d'écrire à partir des leçons au Collège de France, sur le socialisme moral. À partir de juin, je commencerai à réduire le nombre de voyages. En septembre, j'arrêterai totalement. Car ensuite, il y aura le roman. »

Évidemment, le roman m'intéresse, mais il faut d'abord comprendre ce qu'est cette histoire de « socialisme moral ». Est-ce une manière de faire revenir le socialisme dans des espaces qui ont connu sa version réelle et qui semblent aujourd'hui vaccinés ?

Pas vraiment. Du moins, elle le distingue rapidement, en me regardant fixement, du socialisme

d'État qu'elle a connu enfant et du socialisme démocratique qui a perdu toute influence dans les années 1980-1990. Le premier a censuré toute opposition. Le second s'est laissé enfermer dans le cadre de la nation, tandis que le capitalisme traversait les frontières.

« C'est à ce moment-là que le libéralisme a tout pris : les marchés, l'école, l'université. La politique a cessé de réguler les marchés ; elle leur fournit désormais les conditions pour mieux poursuivre leur logique de profit ». Elle reprend. « Ma question, c'est : peut-on faire de la politique sans valeurs ? Le socialisme moral, c'est un retour aux valeurs en politique. »

Tout dans son œuvre semble conçu pour fonctionner avec tout, mais son système philosophique semble tourner autour d'un concept rarement associé au socialisme : la liberté. « Oui, me dit-elle, je pense que Frédéric Worms a eu raison de rappeler que, pour moi comme pour Rousseau, il s'agit de partir d'une évidence : la liberté de chaque être humain, et d'une autre évidence : tout ce qui nous en sépare. 'L'homme est né libre, et partout il est dans les fers.' »



Tomber dans Rousseau

Sur la table, à côté du stylo rouge, je vois un tote bag : une sérigraphie de Rosa Luxemburg en grosses lettres. Elle suit mon regard. « On me l'a offert à la *Stiftung* à Hanoï. J'ai adoré ce séjour, ils font un travail vraiment important, et c'est pour cela que je garde ce sac, mais je dois dire que la citation qu'ils y ont mis est un peu surprenante. *I want to affect people like a clap of thunder*... ? »

Elle porte du rouge vif – escarpins à talons, ceinture, veste en cuir, rouge à lèvres. « Le look complet de la révolutionnaire », fait-elle remarquer en posant ses mains sur la table.

Elle ne voudrait pas quelque chose à grignoter en attendant ? Elle accepte. J'amène une planche de camembert et quelques frites. Elle pioche distraitement dans le bol. Sa leçon au Panthéon – elle me l'avait dit en deux mots – commencera par une anecdote. Peut-on en savoir plus ? Elle hésite, puis cède : « Je vais raconter comment j'ai prononcé pour la première fois le nom de Jean-Jacques Rousseau devant des français. C'était une histoire vraie, vous savez. »

Elle avait neuf ans, dans l'Albanie communiste. Elle était tombée en essayant de traverser la rue. Les seules personnes à venir à son secours étaient des touristes français – soupçonnés d'être des espions, naturellement. Ils lui ont proposé deux choses formellement interdites par la dictature : des bonbons, et de parler français. Étaient-ils maoïstes ? « Peut-être. Plus probablement, ils faisaient partie d'un club de touristes vraiment hyper capitaliste. »

Elle a su résister aux friandises – ce qui n'allait pas de soi pour une enfant qui collectionnait les paquets de chewing-gum. Mais quand l'un d'eux a dit « peut-être qu'elle ne comprend pas le français », c'est dans son amour propre qu'elle s'est sentie visée.

Sa grand-mère, élevée dans une famille albanaise francophone à Salonique, le lui parlait depuis toujours. Elle décide donc de respecter l'interdit – elle ne leur parlerait pas – tout en leur expliquant leur méprise. Elle se

met à réciter les *Misérables* :

Je suis tombé par terre,
C'est la faute à Voltaire,
Le nez dans le ruisseau,
C'est la faute à Rousseau.

Lea Ypi parle couramment cinq langues : albanais, anglais, français, allemand, italien. En quelle langue pense-t-elle ? « Ça dépend de ce que j'écris. Quand je parle italien, je pense en italien. » Elle a tout lu en italien, même *La Montagne magique* – « les traducteurs italiens sont simplement incroyables. » Et à l'université, on l'appelait Settembrini, du nom de l'humaniste, avocat de la Raison et du Progrès, qui s'attaque au mystique et novice-jésuite Naphta dans le roman de Thomas Mann.

Pourquoi pas en allemand ? « Parce que je n'apprécie pas assez les nuances de cette langue. Pour moi, l'allemand n'est pas la langue des émotions ; c'est la langue de la philosophie et du travail. »

Cette compartimentation produit parfois des accidents.
Bloquée un jour dans l'écriture d'un manuscrit en anglais, elle a continué en italien, sans s'en rendre compte. Son éditrice a fini par appeler : « Est-ce normal que le manuscrit commence à parler en italien à partir de telle page ? »

La traduction comme langue

Adapte-t-elle ses positions selon le pays où elle se trouve ? « Il y a des endroits où je fais plus attention à ce que je dis. »

Et là où elle est la plus radicale ? Elle réfléchit, le doigt sur le verre. « La question n'est pas tant de savoir où je suis la plus radicale, mais où je suis le plus moi-même. Je dirais qu'en Italie, je ne me contrôle pas beaucoup. C'est là-bas que j'ai découvert une gauche alternative à celle du socialisme d'État – la gauche catholique et communiste. »

C'est en Italie qu'elle est partie étudier la philosophie, après avoir lu *Guerre et Paix*. « À la fin du livre, il y a tout un chapitre sur le rôle des personnes dans l'histoire. Tolstoï m'a fait comprendre qu'il existe une façon d'écrire des romans sur des questions philosophiques. »

L'écriture lui vient-elle facilement ? « Écrire de la philosophie me paraît très facile. Raconter qu'on s'est vu, qu'on a pris des bières, ça aussi. En revanche, raconter une histoire qui soit aussi une histoire d'idées, là ça devient complexe. »



Suggère-t-elle qu'écrire cette rubrique est un jeu d'enfants ? On feindra de ne pas avoir entendu. En revanche, on lui demande avec qui elle souhaiterait faire cet exercice à parts inversées. Elle répond du tac au tac : « En France, avec Annie Ernaux ».

Un Panthéon européen

L'horloge avance. Dehors, devant la baie vitrée, on voit déjà des silhouettes qui se dirigent vers le Panthéon. Ypi jette un œil, sans s'attarder. Elle est calme.

On revient à ce prétexte qui nous a réunis. Le 9 mai, la fête mal aimée – qu'y aurait-il à célébrer aujourd'hui ? Elle pose son verre. Pour réenchanter l'Europe, pense-t-elle, il faut simplement revenir à la radicalité de l'héritage des Lumières – la critique de l'autoritarisme et l'ambition d'un universalisme inclusif : « C'est cette inspiration-là qu'il faudrait retrouver. Imaginer des formes



de coopération qui répondent aux injustices économiques et politiques globales. »

Le problème, ajoute-t-elle, c'est que le récit alternatif au capitalisme est aujourd'hui surtout offert par la droite et l'extrême droite. Pense-t-elle aux mutations du trumpisme qui se disent souvent prêtes à rompre avec le marché ?

« La gauche se contente d'un compromis avec le capitalisme, sans penser une vraie alternative. Et même quand elle est plus radicale, elle reste enfermée dans le cadre de l'État-nation. C'est plus difficile pour la gauche que pour la droite, parce que la droite, elle, se nourrit du passé. »

Mais rompre avec le capitalisme ne signifie-t-il pas aussi ruiner le progrès et le libéralisme ? « Dans nos sociétés libérales, on confond la liberté avec le choix individuel. Choisir un repas, un achat, une destination. Mais être libre, c'est aussi pouvoir interroger ce qui nous fait libres. »

Elle pense en particulier aux migrants, sur lesquels elle a beaucoup travaillé ces derniers mois. « On nous dit qu'ils choisissent de partir. En réalité, ce sont les conditions politiques et économiques qui les y forcent. Les frontières sont ouvertes pour les riches et fermées pour les pauvres. Comparez la citoyenneté qu'on achète par investissement à la situation de ceux qui fuient une crise. » La dignité, dit-elle, ne se réduit pas à un statut administratif. Elle suppose qu'on puisse faire des choix moraux – ce que le travail, dans le capitalisme, refuse à beaucoup.

Un non lu d'Habermas

Sa bière est déjà finie. Elle hésite à en commander une seconde, regarde par la fenêtre – le Panthéon est juste à côté –, renonce. Nous devons y aller. Mais j'ai envie de lui poser une question. S'il fallait créer un Panthéon européen – puisque l'Europe en manque cruellement, autant que d'une fête réussie –, qui y mettrait-elle ?

« Thomas Mann », répond-elle sans hésiter. Va pour Mann, mais en italien donc. D'autres ? « Musil. » Elle réfléchit, s'exclame : « Zweig, bien sûr ! Rien que pour *Le Monde d'hier*, que je viens de relire. » Long silence cette fois. Puis : « Et pourquoi pas Habermas ? »

Après sa leçon inaugurale au Collège de France, le 12 février, Habermas avait écrit à Ypi un très long mail, commentant sa conférence presque point par point. Un message si dense qu'elle avait décidé de le laisser en « non-lu », dans le dossier « Important », pour y répondre une fois la chaire terminée – c'est-à-dire, théoriquement, aujourd'hui. Habermas est mort le 14 mars. Le mail restera sans réponse. Elle est touchée quand on en reparle. « C'est très triste. Je m'en veux tellement. La philosophie est souvent un dialogue avec les morts. »

Ces mots résonnent encore quand elle range ses feuilles dans son sac et glisse le stylo rouge



à un serveur – « Merci, je n'en ai plus besoin. » Elle se lève. Settembrini n'oublie pas son tote bag Rosa Luxemburg.

On reparle une dernière fois de Rousseau, de la dialectique des Lumières, du cosmopolitisme et du patriotisme, de faire revivre le cosmopolitisme à notre époque, tout en faisant en sorte que Kant rende à Rousseau ce qui appartient à Rousseau, de théoriser la politique pour prendre les hommes tels qu'ils sont, et les lois, telles qu'elles devraient être, de liberté, dignité, égalité.

Dehors, sur la place, on entend déjà la rumeur du Panthéon qui se remplit. Elle regarde les marches, puis se tourne vers moi. « Vous savez, je vais quand même finir ma leçon par un mot sur le fronton. *Aux grands hommes, la patrie reconnaissante.*

Mais Rousseau, lui, ne comptait pas seulement sur la reconnaissance d'une patrie. Il comptait sur les générations à venir.

Et elle le fera avec des mots que nous n'oublierons pas : « Si une petite fille albanaise de neuf ans a pu rencontrer Rousseau à travers quelques vers récités à des touristes qu'on lui avait appris à craindre, et si elle peut aujourd'hui se tenir au Panthéon pour rendre hommage à sa pensée, alors la circulation des idées par-dessus les frontières et les régimes n'est pas un rêve philosophique. C'est le produit de l'action. »

N'est-ce pas, finalement, la plus jolie des manières de répondre – ce 9 mai – à Habermas ? ◀

Dans la cocotte de **Nicolas Mathieu** il y a un lapin aux spätzle

« Une recette, c'est un amour qui voudrait se perpétuer dans une même caresse, dont la forme et le grain demeureraient alors que la main, elle, a disparu. »



AUTEUR Nicolas Mathieu

MUSIQUE Bruce Springsteen — *The River*

Souvent, les plats que l'on préfère sont ceux de l'enfance. Il se trouve que ma mère cuisinait très bien. Elle a disparu depuis peu. Des plats, elle en réussissait beaucoup. Non, elle les réussissait tous. Mais, entre tous, celui que moi je préférais, c'était le lapin aux champignons et aux spaetzle.

La recette n'est pas très compliquée, il faut juste avoir un peu de temps. J'ai toujours considéré ce plat comme un repas de fête, au sens dominical. Je n'ai pas du tout été élevé dans un univers zolien, mais on ne mangeait tout de même pas du lapin tous les jours. Comme il faut un certain temps de préparation, il vaut mieux se lancer dans cette aventure le weekend, lorsqu'on a plus de temps – pour préparer et surtout, pour manger.

Dans une cocotte, vous mettez l'huile d'olive, vous y posez les morceaux de lapin. Vous vous en doutez, la cocotte est un ustensile central et en y repensant, si je devais associer un objet à ce plat d'enfance, je dirais assez naturellement : la cocotte. Quand je la voyais sortie sur le plan de travail de la cuisine, c'était un bon signe. Quelque chose, chez nous, se mijotait. La nudité brillante, rosée du lapin, cette brutalité anatomique de la créature sans ses poils, signalait ce qui allait suivre.

Enfant, pour Pâques, on m'avait offert des poussins. Ils ont grandi. Ils sont devenus des poulets, dans leur enclos. Nous avions conçu une certaine affection pour eux. J'ai plaidé leur cause. En vain. Ils furent cuisinés en fin de compte. Et ce fut délicieux, ce dont j'ai un peu honte. À chaque fois qu'on



mange du lapin, il y a un peu de cela, un genre de geste cruel. Une peluche que l'on désosse. Faut-il que nous soyons décidément des bêtes derrière nos sophistications culinaires ?

En parlant du lapin, venons-en à ses cuisses sur le feu. Le but est d'abord de les faire colorer sur chaque face à feu fort. Ensuite, vous ajoutez les oignons ciselés, les brins de thym et feuilles de laurier, et vous mouillez au vin blanc. Tout cela, je le reconstitue a posteriori. Je n'étais guère attentif aux efforts de ma mère. Elle cuisinait,

INGRÉDIENTS

(POUR 4 PERSONNES)

4 cuisses de lapin ou râbles

2 oignons

3 c. à soupe d'huile d'olive

5 cl de vin blanc

4 brins de thym et 2 feuilles de laurier

1 l de bouillon de volaille

200 ml de crème liquide

4 c. à soupe de moutarde ancienne

500 g de champignons de Paris

sel et poivre

elle nous servait. Ce don d'elle-même s'inscrivait dans un réseau de contraintes sociales et politiques qu'il n'est pas difficile de nommer aujourd'hui. Il était alors totalement invisible à nos yeux.

Un mot quand même sur l'accompagnement qui n'est pas totalement anodin. Pourquoi les spätzle ? Parce que j'ai grandi en Lorraine, ce qui explique sans doute la présence de ces pâtes alsaciennes. Je n'en ai jamais vu sur la carte d'un restaurant parisien. Encore moins en Italie. Ce qui est bon, pour moi, dans ce plat,



c'est que je ne le trouvais qu'à la maison. C'est un plat ancré spatialement, hérité. Je n'en ai jamais mangé ailleurs. C'était un plaisir domestique, la recette de ma mère.

Ma mère la tenait de sa propre mère. C'est ainsi que j'en ai hérité à mon tour.

Il a pour moi ce caractère proustien, pareil à la madeleine qui plongée dans la tasse de thé délivre la mémoire enfouie, nous ouvre le passage de l'autre monde, celui qui n'est plus et qui se mêle maintenant à celui où je suis. Cette odeur, ce goût rappellent toujours quelque chose. Et la transmission s'est poursuivie, puisque mon fils, à son tour, adore le lapin aux spätzle que lui préparait sa grand-mère. Ce qui est drôle, ou plutôt un peu triste, c'est que cette transmission n'est pas continue, puisque je ne cuisine pas. Que ma mère n'étant plus là, il n'y a plus pour l'instant d'actualité du fameux lapin aux spätzle.

Je crois au fait qu'il peut y avoir, parfois, une cassure dans la transmission. Il en va ainsi de l'atavisme, caractère qui saute toujours une génération.

Ça fait maintenant un bon moment que je n'en ai pas mangé. Je n'en ai pas mangé depuis que ma mère est morte, c'est aussi simple que ça. La dernière fois, ça devait être six mois avant qu'elle ne parte.

Je pense vraiment que les saveurs, les odeurs, les sensations qui nous sont le plus chères sont celles qui sont le plus profondément ancrées, c'est-à-dire depuis le plus longtemps. Je ne veux pas en faire des tonnes sur la mémoire sensorielle, mais c'est fatalement quelque chose qui s'est passé, à mon avis, à un moment de l'enfance. Et avec la jouissance du goût, de l'odeur, la sensation



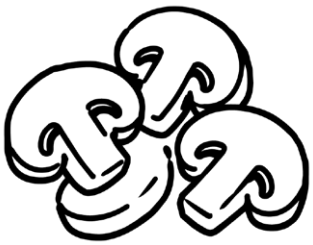
sur la langue, des moments nous reviennent, des humeurs, des conforts abolis.

À propos du temps qui file. Quand vos morceaux de lapin sont bien colorés, il faut penser à délayer la moutarde dans le bouillon de volaille et verser le tout dans la cocotte puis couvrir et laisser cuire sur feu moyen 45 minutes environ.

C'est un plat qui nécessite un peu de temps ; on ne l'improvise pas au dernier moment. Je veux dire, ça a beau être des pâtes, ce n'est pas non plus un jambon-coquillettes. Et compte tenu de cette préparation, de cette cuisson, l'odeur a le temps de s'installer

dans la maison. Comme tous les meilleurs plaisirs, ils sont annoncés. La jouissance de l'attente les rend encore meilleurs. On conserve toujours quelque chose de cette attente.

Même une fois que j'ai été adulte, et presque vieux à mon tour, quand j'allais rendre visite à ma mère, elle continuait à me faire ce plat précis, mon favori, elle



le savait. J'ai toujours considéré ça comme une attention particulière, c'était un geste qu'elle faisait pour moi. C'était comme un code partagé. On va encore m'accuser de nostalgie, mais c'est difficile ici de faire autrement. Je me demande parfois si j'aurai d'autres occasions d'en manger. À moins que l'un des lecteurs du *Dimanche* ne m'invite…

Plus sérieusement, ce qui serait beau c'est que mon fils s'y mette. C'est peut-être lui qui reprendra le flambeau de sa grand-mère. C'est un gourmand. Tous les enfants le sont, vous me direz, mais lui particulièrement. Et comme il cuisine déjà davantage que moi, il se peut qu'il prenne le relais. J'aurai eu le plaisir d'être le maillon faible.

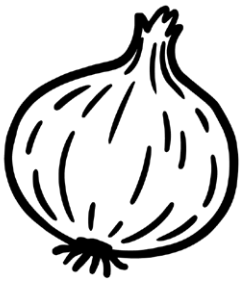
Revenons à la recette. Ajoutez la crème liquide, les champignons coupés et prolongez la cuisson… jusqu'à ce que ça soit cuit. La sauce bien entendu doit être onctueuse.

Ce qui est curieux, c'est que j'ai l'impression de vous raconter là une recette traditionnelle, mais en même temps elle n'avait rien d'institutionnel. Elle a toujours été un plat familial, je ne l'ai jamais vu ailleurs que dans des circonstances familiales. Il était devenu, par la prédilection qu'on avait pour lui, une sorte de moment de fête intime. On ne se roulait pas par terre non plus, mais quand on avait ce plat-là, c'était un petit peu singulier. C'était un geste particulier de ma mère en tout cas.

Elle était assez rancunière, et si elle avait une dent contre mon père et moi, on pouvait se brosser. À l'inverse, quand elle voulait vous faire plaisir, elle le cuisinait. Et elle l'a fait jusqu'au bout.

Au début, le lapin était principalement un plat du dimanche. Ma mère, mes parents travaillaient beaucoup tous les deux, donc durant la semaine elle cuisinait des choses plus faciles. Une fois plus âgée, elle a eu davantage le temps, elle pouvait se lancer dans ce genre de préparations aussi en semaine. Ça dépendait du temps qu'elle pouvait mobiliser.

Ce qui n'a jamais changé, c'est que nous le mangions toujours en petit comité. Nous étions trois, puis avec mon fils en plus, ou alors avec ma compagne et mon fils. Mais jamais plus. C'était vraiment le plat familial, domestique, d'un univers restreint. Ce n'était pas le plat pour les invités ; ce n'était pas



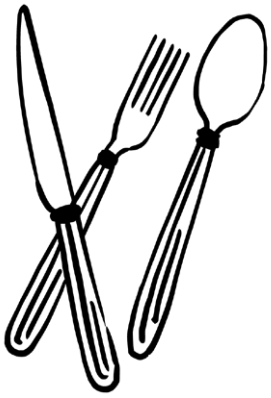
un rôti ou un gros poulet…

N'oubliez pas de cuire les spätzle.

Cet accompagnement – qu'on ne peut pas réduire en réalité à cette condition – donne quand même une certaine dimension européenne à ce plat. Ce type de pâtes se prépare en Allemagne

du Sud, en Suisse, dans le Tyrol du sud, en Autriche de l'ouest et en Alsace-Moselle. Les spätzle sont une sorte de train (dans leur forme même) transfrontalier qui vous fait voyager des deux versants Alpes et par là dans toute l'Europe.

Mon enfance passée en Lorraine est une histoire marquante pour moi. De la même manière, lorsque mes parents venaient à Paris, on mangeait tou-



jours une choucroute à la gare de l'Est. Nos habitudes alimentaires ont un côté « oriental », tournées vers l'est. Depuis tout petit, j'ai toujours mangé de la flammenküche. Ce sont des choses qui faisaient partie de mes habitudes.

Cela étant dit, le lapin aux spaetzle est quand même loin de l'impressionnant cocido de Cercas. Peut-être la dimension européenne de ces plats se trouve-t-elle aussi dans leur diversité.

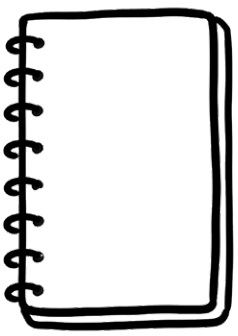
Je sais qu'on aime bien dévoiler dans ces pages un secret de fabrication pour bien réussir la recette. Je suis dans l'embarras, car je ne le connais pas. Le principe de ces plats familiaux est qu'on ne dévoile jamais la petite astuce, le geste précis, l'ingrédient en plus qui fait toute la différence, même au sein d'une famille.

Ces plats sont d'ailleurs peut-être voués à disparaître comme une histoire orale qui deviendrait peu à peu un murmure inaudible emporté au loin. L'absence de précision peut être fatale. On peut ensuite essayer de bricoler, mais ce n'est pas pareil. La mère de ma mère avait des cahiers de cuisine dans lesquels elle notait ses recettes mais jamais les quantités nécessaires, pas de grammes, pas de centilitres, rien. Quand ma mère lui demandait des précisions, elle répondait : « Tu vois bien, à peu près. » C'était devenu une sorte de plaisanterie chez nous. Il y avait déjà quelque chose de l'ordre de l'approximation dans la transmission.

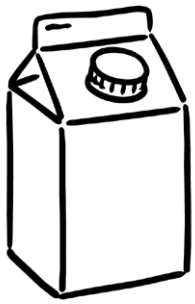
À l'inverse, ma mère faisait pour mes anniversaires un gâteau au chocolat très particulier qu'elle appelait « la Reine de Saba ». Je n'ai d'ailleurs jamais su s'il s'agissait d'une appellation en cours ailleurs vraiment ou si c'était une invention familiale. Avant de mourir elle a tenu à fixer cette recette. À la donner à ma compagne. Elle a refusé que ce fil-là soit rompu. Peut-être a-t-elle aussi assigné un drôle de rôle à celle qui après elle devrait m'aimer.

Quand j'ai vidé l'appartement de ma mère, j'ai retrouvé tous ces cahiers Clairefontaine avec des recettes, et comme je viens de déménager, j'ai tout ressorti. Je peux confirmer qu'en effet, ce n'est pas hyper précis. Mais c'est assez beau, écrit à la main. Ces petits cahiers ont un certain charme – le charme de ce qui n'est plus. Internet a assassiné les cahiers de recettes une fois pour toutes. Que fera l'intelligence artificielle de ces pages qui lui resteront à jamais fermées ?

Je ne veux pas en faire non plus



des sortes de grimoires, mais il ne me viendrait pas à l'idée de les digitaliser ou de les jeter. J'y tiens sans avoir à les consulter, par principe. En plus, dans la manière par laquelle ils sont constitués, ils ressemblent assez à ma mère. On y trouve à la fois des feuilles volantes, des choses écrites, des morceaux imprimés, des recettes découpées dans *Femme Actuelle*. Il y a un côté collage assez artistique, entre l'herbier et les papelles convoquer.



rolles. Je les garde donc pas très loin, ils sont dans ma cuisine, sur une petite étagère qui n'est même pas fermée. Ils sont là, ils sont accessibles ; ce sont des objets qui sont encore vivants. Dans mon roman *Connemara*, il y a toute l'histoire d'une famille à partir d'une nappe. Je crois beaucoup au fait que les objets renferment des histoires encore vivantes. Il suffit de

Notre lapin aux spaetzle sera bientôt prêt. Mais je ne peux pas vous garantir qu'il aura le goût de celui que faisait ma mère. Celui dont je vous parle avait toujours le même goût. C'était exactement le même plat à chaque fois. On en revient à ce mystérieux secret qui permet la singularité, la répétition. Le même dans la différence. C'est un peu la même chose pour beaucoup d'écrivains et d'écrivaines. Refaire chaque fois le même roman mais de manière différente. Il y a un côté bowling là-dedans : il faut réussir à chaque fois le même geste et réitérer la même réussite, comme le strike. Cela va tellement de soi qu'on ne le pense pas, mais ce n'est pas si facile de réitérer toujours le même geste, le même goût.

Je pense à un autre exemple. Ma mère était très douée pour faire des œufs cocotte. Puis à un moment donné, les producteurs de crème fraîche ont mis davantage d'eau dans la crème. Soudainement, l'œuf cocotte était moins réussi. La cause de cette variation était donc externe à la recette et au geste de la cuisinière. Elle tenait à la dégradation des aliments.

Dans je ne sais plus quel livre, Houellebecq évoque quelque chose d'analogue, la disparition des produits industriels qui nous sont devenus chers parce que le marché ou le marketing décident qu'ils n'ont plus lieu d'être. Lui tenait à une veste Camel, un certain type d'imprimante. On peut être orphelins de certains objets comme on l'est de certains êtres.

Dans le roman de Stephen King *22/11/63*, où le narrateur remonte dans le temps pour empêcher l'assassinat de Kennedy, la première chose que le personnage constate en arrivant dans le passé, c'est la différence de goût, notamment de la tarte aux pommes. Les ingrédients se transforment, les modes de culture changent, les méthodes de conservation évoluent. Malgré ces variations, ces révolutions à bas bruit, les recettes familiales tentent de résister à leur humble manière, au passage du temps, et peut-être à l'entropie, par leur fragile tentative d'immuabilité. Une recette, c'est un amour qui voudrait se perpétuer dans une même caresse, dont la forme et le grain demeureraient alors que la main, elle, a disparu. ◀

Voir **Guernica** pour la première fois

Diana Picasso nous invite à redécouvrir le plus grand portrait de ce que nous devons apprendre à ne pas être.



AUTEUR Diana Picasso

MUSIQUE Arnold Schönberg
Un survivant de Varsovie (op. 46)

Il peut paraître banal de parler aujourd'hui de Guernica. Le tableau est connu dans le monde entier et a été l'objet de multiples interprétations, beaucoup se concentrant sur un ou deux éléments, certains sur d'autres. Que représentent le cheval, ces corps, ce soldat, ces visages, ces bras, ces langues, ce soleil, cette femme et son enfant ? Et le taureau ?

Picasso lui-même a refusé de trancher. Il préférait les questions. Souvenez-vous de ce qu'il disait lorsqu'on lui demandait son avis sur les ordinateurs en 1964 : « Ils ne servent à rien. Ils ne donnent que des réponses. » Alors, allons-y, posons quelques questions.

Et si nous voyions dans *Guernica* le portrait de ce que l'Europe a réussi à éviter d'être ?

Cette histoire commence en mai 1937. Ou plus précisément, en avril 1937. Le processus fascinant de création de Guernica est extrêmement bien documenté par Dora Maar.

La toile est réalisée dans son atelier, au 7 rue des Grands-Augustins, à Paris. Au départ, on demande à Picasso de faire une grande peinture de la taille de tout un mur pour le pavillon espagnol de l'Exposition universelle de Paris de 1937. Il finit par accepter et commence à travailler – sans doute un peu aiguillé par Dora Maar – sur le thème du peintre et de son modèle. Les dessins préparatoires et les premières esquisses témoignent de ce premier projet.

Le bombardement

26 avril 1937. Guernica est bombardée. Picasso l'apprend par les journaux. On le sait par la grande quantité d'archives que nous avons données au Musée Picasso, il lisait la presse, il cherchait à être informé – non seulement pour savoir quand on parlait de lui, mais aussi pour être au courant de l'actualité mondiale. Le support photographique par lequel il apprend et observe le drame de Guernica n'est pas anodin. Ces images vont susciter en lui le désir de restituer cette violence aussi en noir et blanc.

La nouvelle du bombardement est brutale pour Picasso. C'était quelque chose d'inédit : l'armée allemande fait la première expérience réelle d'un bombardement de saturation alternant bombes explosives et incendiaires. Le résultat, on le connaît, est celui d'une destruction massive : la ville est balayée,

faisant des centaines et des centaines de morts et de blessés.

Le choc est tel chez Picasso qu'il fait le choix d'un format inédit dans son travail : le tableau mesure 349,3 x 776,6 cm. Il l'avait commencé dans le grenier de l'atelier des Grands-Augustin et quand il s'est rendu compte de la taille de la toile, il est descendu à l'étage noble pour avoir plus de place. Cette monumentalité est importante car c'est quelque chose qu'il n'a jamais refait. C'est de nouveau l'effet de la rupture que crée le bombardement de Guernica chez lui.

Picasso en France

À cause de Franco, Picasso s'était éloigné de l'Espagne et vivait essentiellement en France, où il avait un cercle intellectuel composé notamment de Paul Éluard, André Breton, Jacques Lacan et Christian Zervos.

On s'est beaucoup interrogé sur son engagement et sa résistance. S'agissait-il d'une résistance active ou passive ? Il y a toujours eu une sorte d'ambiguïté. Il se ralliera au Parti communiste tardivement, en 1944. Sa vie à Paris a souvent été décriée, on l'a même suspecté de connivence avec les nazis, alors même que l'on sait qu'il y a eu des visites intempestives de nazis, notamment en 1940. C'est le cas lors de cet épisode où il répond aux officiers allemands que ce sont eux qui ont fait Guernica. Les soldats nazis auraient donné des coups de pied dans des toiles de l'atelier.

« Le silence de la mort n'est-il pas le bruit le plus puissant ? »

En 1935, naît sa fille, Maya. Bénéficiant de sa proximité avec les cercles intellectuels français, Picasso commence à écrire des poèmes.

Dans l'un d'entre eux, il s'interroge : « Le silence de la mort n'est-il pas le bruit le plus puissant ? ». Ses écrits témoignent de sa compréhension profonde de l'intérieur, poétique – et non pas seulement visuelle – de ce qu'est la souffrance, comme en atteste son travail sur « Songe et mensonge », un recueil de gravures qui portent sur Franco. Cette compréhension de la douleur trouve un écho dans les drames qu'il a vécus : la mort de sa sœur, le suicide d'un de ses meilleurs amis, Carles Casagemas, et la mort prématurée de sa petite sœur.

Au moment du massacre de Guernica, ses sentiments et ses émotions vécus dans le passé sont en gestation. Il restitue alors dans cette œuvre cette violence, cette douleur, cette peur, tel un aboutissement final de quelque chose qui a mûri depuis longtemps.

Ajoutons enfin que le fait que cette œuvre soit destinée au pavillon espagnol de l'Exposition universelle ajoute une dimension supplémentaire à la toile. En plus de sa grande notoriété, ce contexte confère à Picasso une dimension d'artiste universel. En se détachant rapidement d'une représentation très réaliste, il sort du témoignage narratif pour se concentrer sur le massacre pur et simple de ces hommes et femmes, dans une dimension quasi théâtrale.

Ce qu'on a oublié de l'Exposition universelle

La situation du tableau au pavillon espagnol de l'Exposition universelle qui est inaugurée le 24 mai 1937 est très intéressante et stratégique.

Guernica est physiquement situé entre le pavillon allemand et



le pavillon russe. À l'extérieur du pavillon, Picasso avait demandé à ce que soient placées quatre sculptures en ciment inspirées de Marie-Thérèse Walter, mais qui vont en réalité au-delà d'elle. Ces sculptures, résistantes de par leur matériau, cherchent à symboliser la paix. On peut notamment citer la célèbre *Femme au vase* qui, comme une sorte de Vénus, tend son vase aux visiteurs, en guise d'offrande. Cette sculpture eut beaucoup de succès et le contraste avec l'aigle voisin était frappant.

L'un des exemplaires, en bronze, de *La Femme au vase* a été scellé sur la tombe de Picasso, au château de Vauvenargues, comme il l'avait souhaité avant sa mort. *Guernica* se trouve, quant à lui, au Musée Reina Sofía, à Madrid, depuis 1992.

Que voyez-vous ?

Après avoir été accueilli par cette *Femme au vase*, approchons-nous du tableau.

Alors, que voyons-nous ? Et par où commencer dans cette œuvre monumentale ?

On voit d'abord une forme d'abstraction ; on ne voit pas directement Guernica, mais on comprend qu'il s'agit d'un drame. Les

matériaux utilisés pour peindre le tableau ne sont pas non plus anodins : la toile est à dessein elle-même fragile, sur laquelle l'huile pouvait ne pas bien accrocher. On peut aussi constater l'emploi du fusain qui permet de reprendre, d'effacer, de modeler. La fragilité du support ne vient-elle pas aussi témoigner de l'instabilité du monde ?

C'est une œuvre extrêmement aboutie et complexe. Toutes les esquisses préparatoires que nous avons à disposition permettent de voir à quel point Picasso a été amené à modifier la composition, à la faire évoluer, à la perfectionner.

Les premières esquisses montrent par exemple des couleurs. Après il va aller vers un épurement qui n'est pas vraiment du noir et blanc mais plutôt un jeu de grisaille, de marrons, de gris. C'est un jeu très subtil dans les nuances de couleurs qui permet de faire référence à cette impression de noir et blanc. On peut voir une petite fenêtre mais on est dans l'obscurité.

D'ailleurs, est-on à l'intérieur ou à l'extérieur ?

Les personnages sont nombreux, on voit des humains, des animaux, des pleurs, des larmes en forme de clous, des langues en forme de couteau, etc. Ils semblent



être dans une cave en train de se protéger. On ne sait pas très bien si on fait partie de la scène, si on les regarde, s'ils nous regardent : sommes-nous témoins, victimes ou même coupables ?

Le pouvoir de la ligne

Picasso s'inscrit dans la lignée des artistes de la Renaissance chez qui les choses abouties, même chez Léonard de Vinci, se trouvent dans les accords d'ombre et de lumière. La couleur peut apporter une sorte de mise en lumière, mais l'essentiel est dit dans le jeu des clairs-obscurs. Avec *Guernica*, on observe même le phénomène inverse : il commence avec la couleur et il finit dans le noir et blanc, dans la grisaille, comme si on assistait au dénuement ultime pour aller à l'essence de la représentation. On enlève le superflu pour se concentrer sur le sujet, sur le pouvoir de la ligne.

Picasso est un des plus grands dessinateurs de l'histoire de l'art. La couleur n'avait peut-être pas sa place dans la représentation de la destruction. Évidemment, on touche là à un grand débat au XVIIe siècle à l'Académie des Beaux-Arts entre Nicolas Poussin d'un côté qui prône l'importance de la ligne, du dessin, et Rubens de l'autre qui va se montrer davantage intéressé par la violence des couleurs.

Picasso connaît très bien ce débat – et il a toujours aimé Poussin. Il faut aller à l'essentiel de la ligne.



« Ce taureau est un taureau »

Le Minotaure est un motif central dans l'œuvre de Picasso (il l'a dessiné, gravé, peint) et il l'est à sa manière dans *Guernica*.

On l'a toujours assimilé à une sorte d'autoportrait, un peu à la façon de la Renaissance (on y revient) où l'artiste est amené à se représenter quelque part dans le tableau. Certains ont pu voir dans le taureau un clin d'œil à l'Espagne ; Picasso était un amateur de corrida. Plus fondamentalement, il faut peut-être y voir une forme de réflexion sur la nature humaine, à la fois mi-animale et mi-humaine, mi-homme, mi-femme. On est dans la volonté de tendre vers l'universel de l'être humain.

On pourrait alors se demander : pourquoi se mettre en scène dans un tableau qui représente une scène de bataille, de massacre ?

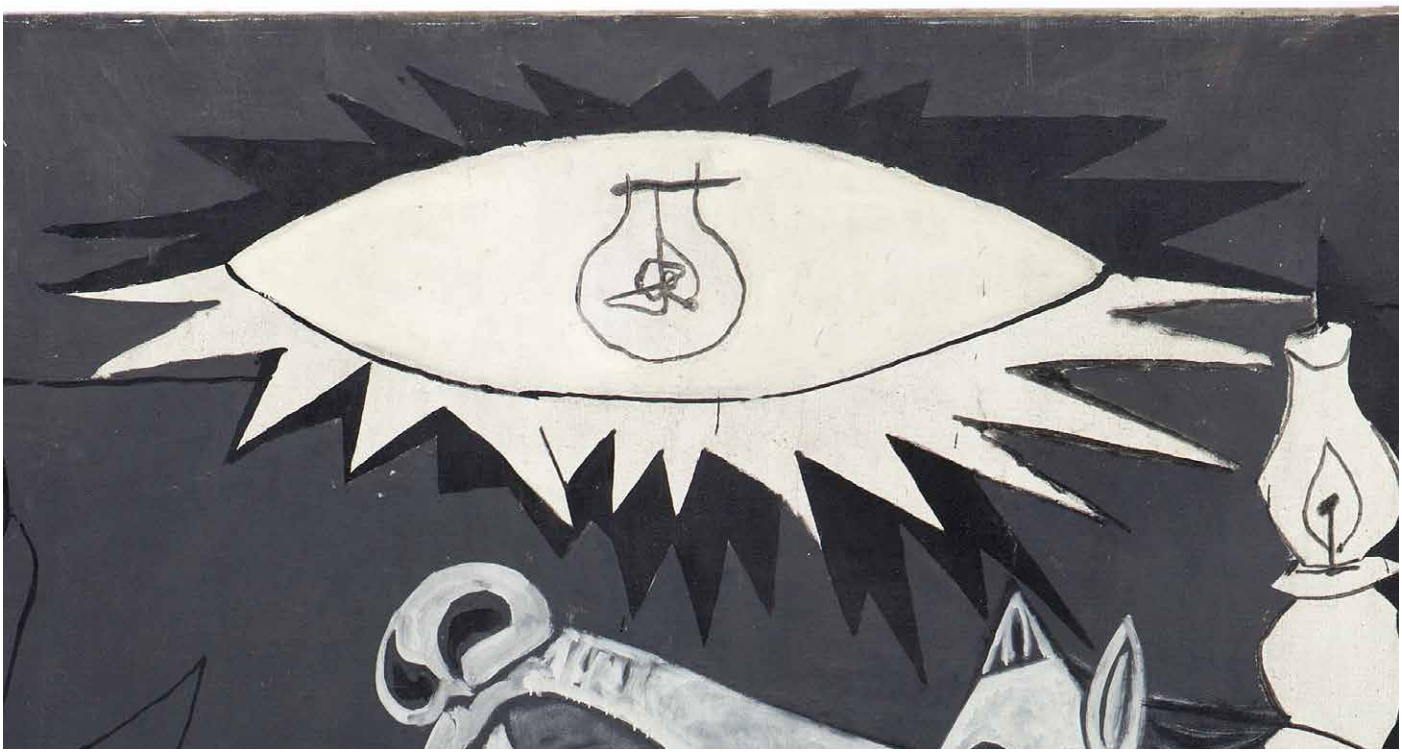
Parce qu'il semble être le témoin du drame. C'est le seul qui est calme au milieu d'un mouvement total et chaotique. Il y a les mères qui crient la douleur d'avoir perdu leur enfant, les personnages en fuite, les mains, les bouches, les visages qui ne sont pas véritablement réalistes mais on entend le vacarme et les hurlements à travers les langues tremblantes et les bras tendus. C'est aussi un thème sur lequel il va revenir toute sa vie, ces bras tendus de désespoir.

Le Minotaure est un témoin passif de l'horreur. Ce n'est peut-être pas Picasso qu'il représente, mais nous. C'est une sorte d'autoportrait universel.

L'« œil de Dieu »

Le tableau est si monumental qu'il est difficile de dire par où il faut commencer à le regarder. Pour s'y plonger, il faut peut-être d'abord, paradoxalement, faire un pas – voire plusieurs – en arrière. Il faut s'en écarter.

Cela permet de voir davantage les contrastes d'ombres et de lumières. On est alors face à une œuvre presque abstraite, parce qu'on est fasciné et bouleversé par les contrastes de tons. À partir de là, on peut entrer davantage dans la scène qui se déroule comme un film. À la manière d'un Godard, il n'y a



pas forcément de narration. On regarde à droite, à gauche, de manière concomitante. On regarde tous les endroits en même temps.

L'obscurité ambiante permet un jeu de lumière très violent qui semble éblouir tout le monde et accentue l'intensité dramatique. Cette lumière pourrait venir de ce soleil-œil-ampoule qui fait penser à une espèce d'« œil de Dieu » qui se trouve par-dessus tout et tous, qui surplombe la scène. Dans ce cas, c'est une lumière agressive, violente. Éluard disait à Picasso « Tu tiens la flamme entre tes doigts et tu peins comme un incendie ».

Mais en réalité, cet œil ne se trouve pas vraiment au centre de l'œuvre ; la lumière pourrait venir d'ailleurs et pourrait donc être d'une autre nature.

La lampe

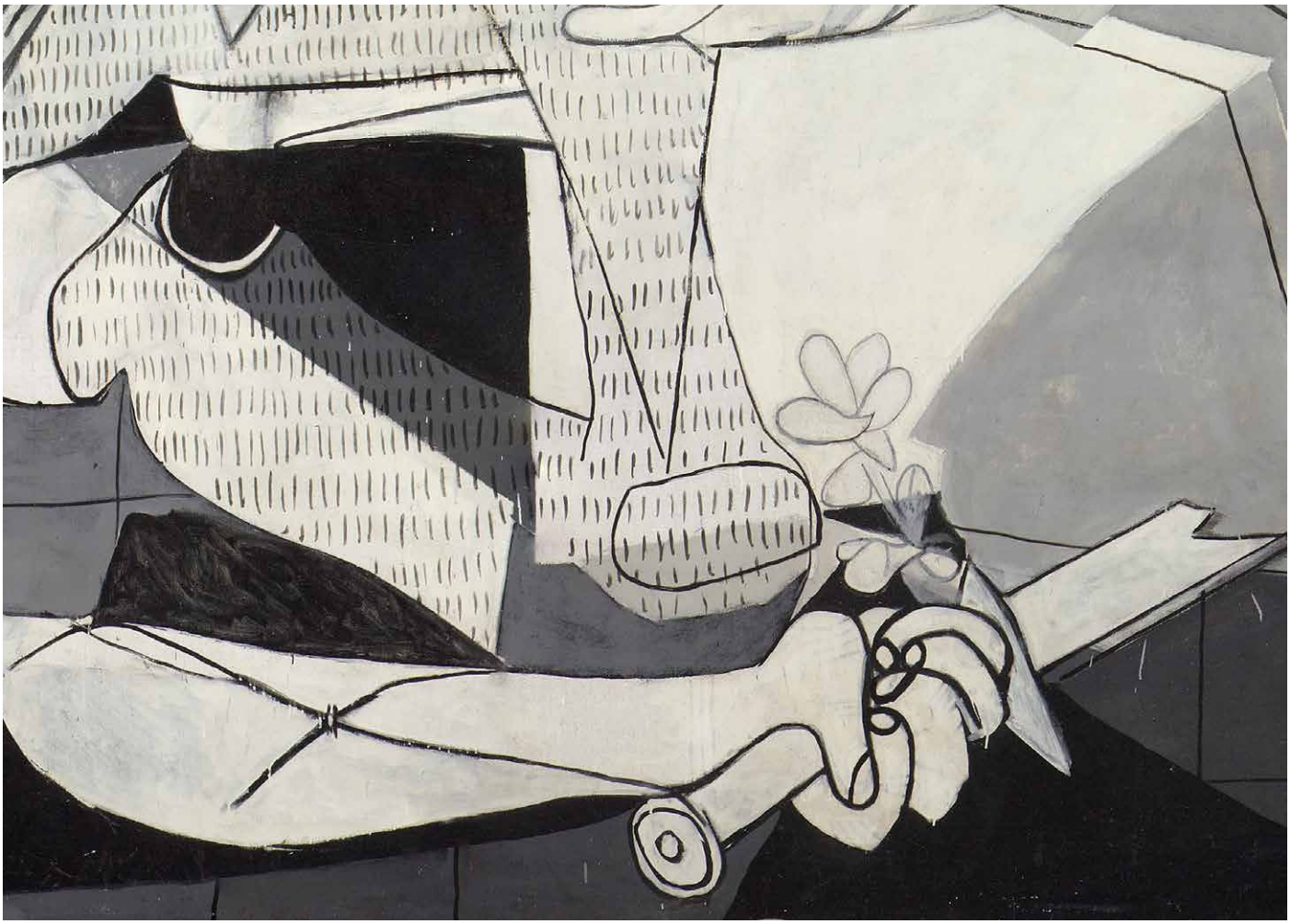
Picasso utilise ses personnages, hommes, femmes, enfants et animaux pour en faire les témoins d'un monde qui s'écroule.

Entre le cheval, le taureau, l'oiseau, la mère et l'enfant, le soldat mort, la femme dans les flemmes, les bras et les langues tendus, la femme qui fuit, arrêtons-nous sur le vrai centre du tableau. Un grand et long bras féminin, *a priori* assez robuste, surgit de la pénombre afin que son poignet soit dans la lumière, une lumière qu'il crée lui-même en tenant une lampe dans la main. Cette figure qui s'élance soudainement de la droite vers la gauche donne une impression de mouvement, d'élan vital qui sort des ténèbres de la nuit de Guernica pour aller vers la lumière, qui naît elle-même de ce geste et qui est cette fois-ci une lumière qui guide vers le haut – une lumière d'espoir.

Ce bras tendu peut d'ailleurs faire penser à notre *Femme au vase* ; à cette figure rassurante, symbole de paix, par laquelle passera notre salut.

La fleur

Regardons, pour finir, un dernier détail, qui se trouve, quant à lui, tout en bas de l'œuvre, au ras du sol.



Tout en bas, légèrement sur la droite, se trouve le bras coupé de la seule figure masculine du tableau : un soldat allongé par terre, mort et démembré, dont la tête coupée gît plus loin, sur la gauche. Sa main tient encore fermement une épée – qui est elle aussi brisée. Le combattant est mort, tué par la guerre dont il est d'une certaine façon l'incarnation.

Mais, de ce vide, peut naître quelque chose. De ce poing fermé et de ces restes d'épée, surgit une petite fleur dont les pétales semblent déjà attirés par la lumière et dont les fins traits laissent deviner sa fragilité. On est certes au niveau du sol, mais la fleur pousse, son mouvement est vertical – elle regarde vers le haut. Nous devons réapprendre ce geste, celui qui consiste à regarder vers le haut.

Face à Guernica, face à la destruction, c'est de là qu'il faut partir. C'est ce que nous devons être et défendre.

Accrochons-nous à cette lampe, à cette lumière. Et à cette fleur. ◀

Nicholas Pullicino (2026-2115) le destin extraordinaire d'un grand européen

Pour raconter l'histoire de cette figure exceptionnelle, née à Malte le 9 mai 2026, il n'y avait qu'une signature : Thierry Breton.



AUTEUR Thierry Breton
MUSIQUE Angélique Kidjo - *Jerusalema*

Il est des hommes que le destin semble avoir choisis.

Nicholas Pullicino, que notre siècle retiendra sans doute comme le plus grand Européen du XXIe, naît à minuit, entre le 8 et le 9 mai 2026, à la jointure de deux anniversaires : celle où l'Europe impériale s'achève dans la Deuxième guerre mondiale, celle où elle commence une histoire de paix.

Le lieu non plus ne doit rien au hasard : La Valette, Malte.

Cette île, alors située aux confins de l'Europe et à quelques encablures des côtes nord-africaines, est bien loin de ce qu'elle est aujourd'hui : l'île carrefour, l'île charnière de notre nouvelle Union.

Pullicino sera, dès le début, l'homme de tout cela.

Fils d'un ophtalmologue réputé, formé à Oxford, et d'une mère italienne, gynécologue née Resasco, héritière d'une lignée génoise dont l'ancêtre Baptista fut le grand architecte du célèbre cimetière de Gênes, il grandit entre deux sœurs, Alice et Gema, dans une maison où la science est moins un métier qu'un langage quotidien.

Très tôt, Nicholas Pullicino montre pour les mathématiques une intelligence rare, presque déroutante. Il suit la voie paternelle vers Oxford en 2044, mais s'en éloigne aussitôt : ce ne sera pas la médecine, mais l'informatique, et bien évidemment l'intelligence artificielle.

Admis en doctorat à l'Institut des Hautes Études Scientifiques en 2046, sur le très prestigieux plateau de Saclay, il participe à une révolution encore balbutiante : celle des « world models » de troisième génération, héritiers des travaux pionniers de Yann Le Cun. Sa thèse, soutenue en 2048, porte sur les interfaces entre langage, cognition et calcul quantique, une tentative ambitieuse de donner aux machines non seulement la capacité de répondre, mais de comprendre, d'anticiper, d'imaginer.

Ses travaux de recherche et ses publications sont essentielles à l'essor des systèmes d'Intelligence Globale, qui transformeront, en quelques années, l'industrie, la santé, la défense et la vie quotidienne. C'était sa manière de faire mentir la célèbre citation de Picasso : « Les ordinateurs sont inutiles : ils ne donnent que des réponses. »

Nicholas Pullicino a alors vingt-cinq ans. Et pourtant, au moment même où s'ouvrait devant lui une carrière scientifique qui paraît

sans limites, il fait un choix inattendu : il entre dans les ordres.

C'est un choix surprenant, mais ce n'est pas une vocation soudaine. Une figure et un problème ont en effet marqué son adolescence : La trajectoire de Léon XIV aura forgé sa conscience politique avant même sa conscience religieuse, à travers la grande bataille engagée par ce pontificat contre l'eschatologie noire incarnée par l'intelligence artificielle et les barons alors tout-puissants d'une tech post-humaine.

Comme il l'avouera lui-même dans son entretien Doctrine avec le *Grand Continent*, ce sera la disparition du premier pape américain qui accélérera sa décision.

Là encore, un signe du destin sans doute.

C'est l'encyclique *Magnifica Humanitas*, parue quelques jours seulement après la naissance de Pullicino, qui ouvre cette campagne pour le soin des plus pauvres, la dignité humaine, l'autonomie de la conscience face aux machines, le statut moral des entités cognitives non humaines, les nouveaux problèmes œcuméniques du numérique… Autant de questions que Léon XIV avait osé poser en termes magistériels, et autour desquelles il avait entrepris de convoquer Vatican III, le vingt-deuxième des conciles œcuméniques de l'Église catholique, quelques jours avant sa mort soudaine en décembre 2051.

Pour Pullicino, en pleine ascension scientifique, cette construction patiente d'une pensée religieuse à hauteur de la plus grande révolution technologique fut une révélation : la possibilité – et bientôt la nécessité – d'unir ce que sa génération séparait encore, l'intelligence des machines et l'intelligence du sensible.

Chez les Jésuites, en France, il suit le chemin du séminaire jusqu'à l'ordination, en 2056. Il part ensuite pour l'Afrique, où il passera dix années décisives. À Thiès, au Sénégal, il contribue à structurer l'une des plus grandes écoles africaines de mathématiques, en lien avec l'African Institute for Mathematical Sciences, en y intégrant un enseignement de pointe en intelligence artificielle, et une attention particulière aux transformations écologiques, alors encore particulièrement radicales.

Des centaines de chercheurs y seront formés, dont beaucoup compteront parmi les meilleurs au monde de leur génération. Il poursuit cette œuvre en Côte d'Ivoire puis au Bénin, mêlant enseignement, recherche et ministère pastoral, refusant de dissocier progrès scientifique et élévation humaine.

De retour en Europe en 2066, à quarante ans, il est nommé, sur décision personnelle de Pie XIII, président de l'Académie pontificale des sciences. Pendant dix ans, à Rome, il explore les liens entre intelligence artificielle, éthique et spiritualité, et contribue à conduire à terme les travaux du Concile.

Rien ne le destinait alors à la politique – on l'imaginait plutôt évêque, cardinal, peut-être même un jour pape. Et pourtant.

La fin des années 2070 sont celles d'un grand basculement européen. L'explosion de la question allemande ébranle les équilibres toujours plus fragiles du Conseil. À cela s'ajoute la crise des réfugiés américains, conséquence de l'effondrement institutionnel de la côte Est et des grandes migrations climatiques nord-américaines : pour la première fois depuis le XVIIe siècle, les flux humains s'inversent durablement à travers l'Atlantique. Pullicino, observateur lucide depuis Rome, intervient publiquement, d'abord par tribunes, puis par conférences qui font autorité. Sa voix, à la fois scientifique et spirituelle, devient l'une des rares

à offrir un cadre de pensée à un continent désorienté.

Lorsque Malte, minée par la crise des réfugiés états-uniens et les scandales politiques, cherche une figure incontestable, son nom s'impose. Au-dessus des partis, reconnu pour son intégrité, il accepte en 2080, à 54 ans, de se présenter aux élections. Premier ministre pendant dix ans, il transforme profondément son pays : finances assainies, institutions réformées, il rend surtout Malte une capitale stratégique entre l'Europe et l'Afrique. Il s'appuie pour cela sur les réseaux scientifiques qu'il a lui-même contribué à bâtir sur un continent africain alors en plein essor démographique et intellectuel.

À Bruxelles, sa voix compte rapidement parmi les plus écoutées. Sa double légitimité, scientifique et spirituelle, lui confère une autorité singulière dans une Europe en quête de sens autant que de capacité à se relever.

C'est lui, non sans une ironie qu'il cultivera longtemps, qui exhumera, puis parviendra un demi-siècle plus tard, à faire adopter à l'unanimité des 37 États membres le fameux rapport Draghi. « Il aura fallu un Maltais jésuite pour convaincre les Allemands d'adopter le rapport d'un autre jésuite italien », dira-t-il en souriant. « Après tout, l'une des devises de la Compagnie, *todo modo*, se traduit en anglais par *whatever it takes*… »

C'est donc presque naturellement qu'en 2090, à 64 ans, lorsqu'il achève son deuxième mandat à Malte et que les États membres décident de franchir une nouvelle étape institutionnelle en créant une présidence européenne renforcée, il est choisi comme premier titulaire de cette fonction.

Pendant près de quinze ans, à travers trois mandats (2090-2104), Pullicino est l'architecte de cette Europe nouvelle. Il en renforce l'autonomie, transforme l'alliance – en assumant même de faire changer le nom de l'OTAN en OTANS –, et fait de l'excellence technologique et scientifique un pilier central d'une puissance partagée.

C'est dans cette capacité à démontrer l'intérêt du partage que réside sans doute son œuvre majeure.

Convaincu que l'avenir du continent se joue au sud de la Méditerranée, il consacre une énergie considérable au rapprochement entre l'Europe et l'Afrique. Sous son impulsion naissent une zone économique commune, un Erasmus euro-africain, les bases vaste d'un marché intégré sur 4 fuseaux horaires, l'EA4, où vit la moitié de la population de la planète.

Ce nouvel Erasmus, il le place explicitement sous le patronage de Ramon Llull (1232-1321) – *l'Arabicus Christianus*, Raymond Lulle en français, Lullo en italien, Ramon Llull en catalan, Raymundus Lullus en latin, نومار لول en arabe – l'Érasme d'un sud méditerranéen et européen, l'un des premiers grands savants à écrire dans une langue qui ne fût pas le latin. « Lulle a été notre premier passeur entre les rives, sept siècles avant nous », aimera-t-il rappeler. « Il est temps de reprendre sa navigation. »

Il porte jusqu'au bout son projet de Communauté Europe-Afrique de Défense (CEAD), qu'il ne parviendra pas à faire aboutir, mis en échec par le Conseil européen en 2104. Fidèle à ses principes, il préfère démissionner plutôt que de transiger. Il se retire alors sur l'île de Gorée, au large de Dakar. Là, redevenu simplement prêtre, il passe les dernières années de sa vie au service de la petite paroisse Saint-Charles-Borromée, loin des sommets du pouvoir.

C'est à Gorée, haut lieu de mémoire de l'humanité, symbole de

la déportation forcée de populations africaines vers les Amériques aux XVIIe et XVIIIe siècles, que cette vie extraordinaire finit en légende.

Contrairement à la rumeur largement répandue selon laquelle il aurait dédié les dernières années de sa vie à la rédaction d'un livre de prophéties, Pullicino se consacra en réalité à un tout autre projet : unir les trois grands amours de sa vie - les mathématiques, la théologie et l'Europe.

Reprenant ses études de topologie informatique, en dialogue secret avec l'*Ars Magna* de Lulle, il jette les bases d'une géométrie nouvelle pour proposer enfin, près d'un siècle et demi après sa fondation, une description complète du fonctionnement complexe de l'Union européenne élargie. L'ouvrage, publié à titre posthume sous le titre *Unio Europaea more geometrico demonstrata*, propose une axiomatisation des dynamiques institutionnelles, une topologie des cercles concentriques dans un espace de souveraineté post-rhenanien et des forces de cohésion communautaire. Œuvre étrange, à la fois traité de mathématiques, méditation théologique et testament politique, elle est aujourd'hui considérée comme l'un des textes fondateurs de la pensée européenne du XXIIe siècle.

C'est sur cette petite île, son manuscrit achevé, que Nicholas Pullicino s'éteint, le 7 mai 2125, deux jours avant son quatre-vingt-dix-neuvième anniversaire, veillé par les sœurs du dispensaire de la Croix de Malte.

Pullicino aura été l'un des grands esprits scientifiques de ce siècle, un artisan majeur de la refondation européenne, et l'un des rares dirigeants à avoir véritablement commencé à poser les fondations d'un destin commun Nord-Sud.

Et c'est pour cela que l'on commémore encore entre le 8 et le 9 mai la mémoire d'un très grand Européen du XXIe siècle, au sens le plus exigeant, le plus visionnaire, le plus global du siècle passé. ◀

À la recherche du **père caché** del'Europe

Et si le processus d'intégration communautaire qui a transformé la vie d'un continent après la Seconde Guerre mondiale n'était rien d'autre qu'une note en bas de page d'un cours d'Alexandre Kojève ?



AUTEUR Philipp Kender

MUSIQUE Iannis Xenakis
Pléïades, Mouvement: Peaux

Dans l'imagerie officielle de l'Union européenne, on ne rencontre pas souvent la figure d'Alexandre Kojève, que ce soit sous les traits de ce trentenaire dandy cigarette à la main devant le Mont Saint-Michel (voir *supra*), ou sous ceux, beaucoup plus sérieux, du fonctionnaire aux lunettes en écaille, avec une espèce de chouette empaillée derrière l'épaule (voir *infra*).

Lorsqu'on retrouve son nom dans une liste de « pères fondateurs », c'est le plus souvent pour ajouter à la galerie de personnages interlopes – l'agent secret de la CIA, l'ancien officier nazi – le profil d'un philosophe russe émigré devenu haut fonctionnaire français, accusé d'avoir été un informateur de l'URSS et d'avoir, surtout, professé son admiration pour Staline.

Ce parfum de soufre sert un discours bien rôdé : « Si les organisations qui sont encore aujourd'hui chargées de l'intégration politique et économique de l'Europe ont été mises sur pied par un stalinien au solde de l'Empire russe, c'est qu'elles doivent sûrement être entachées d'une manière ou d'une autre par les égarements de l'esprit qui a contribué à leur création. »

Pourtant les choses ne sont pas aussi simples.

Tous les chemins mènent à Rome

Alexandre Kojève a indéniablement nourri une certaine admiration pour Joseph Staline, dans les années 1930 et 1940. Aussi déconcertant ce sentiment puisse-t-il nous paraître aujourd'hui, il procédait en réalité de la fascination plus profonde et plus durable qu'exerçait sur lui une utopie politique : « l'État politique universel et socialement homogène ».

L'État mondial kojévien, affranchi de toute contradiction interne ou sociale, se distinguerait radicalement des États-nations westphaliens qui structurent encore notre paysage politique. Il viderait de leur substance des notions telles que l'appartenance ethnique ou la « race », et abolirait par ailleurs la distinction même entre gouvernants et gouvernés.

Si le principal stratagème du politique consiste à diviser pour mieux régner, ce jeu y prendrait fin. Cet État mondial relèverait davantage de l'administration que de la politique : sa seule fonction serait de pourvoir à l'existence matérielle de la *totalité* de ses citoyens. Ce faisant, cette *civitas maxima* crée les conditions pour que chaque être humain soit reconnu par les autres *dans*

son individualité même. Kojève croyait que la « réalisation » de cet État universel et homogène coïnciderait avec « l'achèvement de l'Histoire ».

Or au tournant des années 1940, Alexandre Kojève estimait que l'Union soviétique, stabilisée sous Staline, était un régime capable de faire naître cet État universel et homogène.

C'est ainsi qu'il faut lire les lignes énigmatiques confiées à son ami et élève, Georges Bataille, dans une lettre de mai 1942 : si Hegel s'était lui-même considéré comme n'étant rien de plus qu'un « manche de pelle » qui aurait eu besoin d'un exécuteur testamentaire, il avait trouvé ce dernier en la personne de Staline. Le dictateur soviétique se voyait ainsi affublé d'un titre pour le moins déroutant – « bel et bien une pelle complète » – et, à ce titre, jugé « très doué pour faire ce qu'il est censé faire ».

Puisque rien n'est jamais linéaire dans le monde kojévien, un élément de contexte s'impose. Au moment où Alexandre Kojève rédigeait sa lettre aux accents staliniens à Bataille, il exerçait en réalité la fonction de conseiller politique auprès du régime de Vichy. *La Notion de l'autorité* et l'*Esquisse d'une phénoménologie du droit*, achevés respectivement en mai 1942 et en décembre 1943, sont d'ailleurs issus de sa correspondance avec Henri Moysset. Cet intellectuel anticonformiste et homme politique actif, proche du catholicisme social sous la Troisième République, occupa des fonctions gouvernementales à Vichy de janvier 1941 jusqu'à ce qu'il entre dans la clandestinité pour échapper à une arrestation imminente par les Allemands, en mars 1944. Leur correspondance, régulière et amicale, se poursuivit de la fin 1941 jusqu'à cette fuite et comprend deux autres manuscrits inédits d'une importance décisive, *La notion du travail* et la *Notice sur les néoformations politiques du XXe siècle*.

Juste après la guerre, en septembre 1945, Kojève rejoint la Direction des relations économiques extérieures (DREE), la section des affaires étrangères du ministère de l'Économie, en tant que chargé de mission.

Si Staline n'occupe déjà qu'une place secondaire dans les textes qu'il a rédigés pour Moysset, pour le Kojève fonctionnaire de la France d'après-guerre, le président soviétique, décédé en 1953, n'avait pratiquement plus aucune importance. La seule chose qui demeure constante, tout au long de ses expériences de travail pour le régime de Vichy et la République d'après-guerre, c'est son intérêt pour l'État universel et homogène.

Le commentaire le plus approfondi de cette notion se trouve d'ailleurs dans l'un de ses « textes de Vichy », l'*Esquisse d'une phénoménologie du droit*. Expliquer cette idée en détail, dans un manuscrit adressé à Henri Moysset, aurait été, dans l'ensemble, un effort vain, à moins que Kojève n'ait également considéré que d'autres acteurs politiques que l'Union soviétique soient capables de se transformer en un État universel et homogène. Peu après son intermède à Vichy, alors qu'il venait de prendre ses fonctions au ministère de l'Économie et des Finances, Kojève suggéra d'ailleurs qu'il existait essentiellement deux voies pour parvenir à la fin de l'Histoire.

Dans son texte de 1946, « Hegel, Marx et le christianisme », une longue recension de la thèse du jésuite Henri Niel sur la notion de « médiation » chez Hegel, Kojève concède qu'il y eut une, *mais une seule*, nouveauté dans le monde après Hegel : la scission de ses disciples entre une droite et une gauche. 150 ans plus tard, affirme-t-il, l'Histoire doit encore décider

laquelle des deux interprétations opposées de Hegel l'emportera finalement.

Il y a toutefois lieu de croire que Kojève considérait ce duel d'interprétations comme un combat davantage axé sur les apparences que sur le fond, car l'issue sera la même, quelle que soit la faction qui finira par l'emporter. Que l'on atteigne la fin de l'Histoire par la gauche ou par la droite, la dernière ruse de la Raison est de faire en sorte que ce qui nous attend soit toujours *l'État universel et homogène*.

Ses premières incursions dans une forme d'« européanisme » pan-roman le suggèrent en tout cas.

De l'Empire latin à l'intégration européenne

On trouve une allusion assez curieuse à l'État universel et homogène dans la conclusion d'un manuscrit inédit dont la revue s'apprête à publier des extraits, en attendant sa parution intégrale dans la Bibliothèque de géopolitique : la *Notice sur les néoformations politiques du XXe siècle*. Celle-ci se termine par des recommandations sur la manière d'assurer la viabilité de la Constitution de Vichy à la fin de la guerre. Kojève explique à Moysset que, bien que la Constitution doive se présenter comme celle d'un État-nation, le terme « nation » doit être compris dans son sens le plus large possible. Cela permettrait à l'État français de se positionner, dans l'immédiat après-guerre, à la tête d'un « bloc », ou d'une « fédération » de nations « latines » à former avec l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Selon la recommandation quelque peu inattendue de Kojève, cette Constitution devrait également mentionner que le but ultime qu'elle poursuit, à atteindre dans un avenir lointain, réside dans l'abolition des classes et l'expansion universelle de l'État.

Que la France doive chercher son avenir dans une union avec d'autres pays « latins » est également la recommandation que Kojève adresse au gouvernement provisoire de Charles de Gaulle dans un texte de 1945, *L'Empire latin - Esquisse d'une doctrine politique française,* souvent appelé le « manuscrit de l'Empire latin ». Ici aussi, l'État universel et homogène revient en conclusion, où Kojève expose ses réflexions sur le rôle de l'Église catholique dans un hypothétique « Empire latin » formé entre la France et d'autres pays de langue romane. L'Église catholique, peut-on y lire, aspire à devenir « une Église universelle et unique ». Son rôle sera donc de « rappeler à l'Empire qu'il n'est qu'une étape de l'évolution historique » : la prochaine étape, et la dernière, est une fois de plus le bien-connu État mondial sans classes, « l'État final d'unité ». Kojève a retraduit pour de Gaulle, dans un idiome quasi thomiste, ce qu'il avait écrit dans un jargon presque marxiste à un homme de Vichy. Mais en substituant les termes et en permutant le langage, la direction reste rigoureusement la même.

Dans les années qui suivirent sa nomination au ministère de l'Économie et des Finances, il devint de plus en plus aisé pour Kojève de reformuler ses réflexions sur l'obsolescence historique de l'État-nation et sur le rôle futur de la France dans le monde dans le vocabulaire de l'« intégration européenne ». Après le 8 mai 1945, il n'était bientôt plus question, à chaque coin de rue, que d'« intégrer » l'Europe occidentale sur les plans politique et économique. L'idée que ces pays devaient déléguer une partie de leurs pouvoirs

décisionnels à une association transnationale offrait un terrain d'entente entre le monde du travail et celui du capital.

En France, les projets d'intégration européenne furent élaborés aussi bien par d'anciens résistants que par d'anciens vichystes ; et sur le plan international, cet objectif fut porté tant par les Nations unies – à travers la Commission économique pour l'Europe de Gunnar Myrdal – que par les États-Unis, via le plan Marshall. Aussi, lorsque fut créée en 1948 l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), chargée de superviser la mise en œuvre de ce plan, Kojève assuma-t-il d'emblée un rôle actif dans la coordination des relations entre le gouvernement français et cette nouvelle organisation.

Dans ce rôle de coordination, Kojève entreprit également d'inscrire ses propositions antérieures concernant l'« Empire latin » dans les discours naissants sur l'« intégration européenne » tenus par les diplomates et les fonctionnaires qu'il côtoyait.

Lorsqu'en 1949, l'administration Truman exhorta la France à accélérer la libéralisation des échanges entre les pays de l'OECE, Kojève et ses collègues élaborèrent un plan destiné à favoriser cette libéralisation par la création d'une Banque européenne d'investissement, dont la mission aurait été de coordonner le commerce des matières premières.

À l'instar du plan Schuman – élaboré en parallèle par un petit groupe de fonctionnaires réunis autour de Jean Monnet au Commissariat général du Plan, et auquel la DREE s'opposa –, le projet de Banque d'investissement visait plus largement à instaurer un marché commun des matières premières ainsi qu'à abolir droits de douane et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Une transposition particulièrement aboutie des idées antérieures de Kojève sur l'« Empire latin » dans le nouveau langage de l'« intégration européenne » nous est parvenue sous la forme d'une note rédigée pour exposer les principes de cette initiative de Banque d'investissement soutenue par la DREE. Ce mémorandum, daté du 14 avril 1950 et intitulé, non sans grandiloquence, *Note pour l'Humanité de la 2ème moitié du XXème siècle*, est adressé aux gouvernements des États-Unis et de « pays d'Europe occidentale » non précisés. Kojève s'y emploie à justifier la création de la Banque européenne d'investissement à la lumière de la situation géopolitique de l'époque.

La justification générale du projet fait écho à celle du plan Schuman : à l'instar de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, la Banque est présentée comme un premier pas vers une paix durable sur le continent. Mais là où Schuman insistait sur la nécessité de priver les pays européens des moyens de se faire la guerre *les uns contre les autres*, la note de Kojève met en avant une menace externe qui se profile à l'horizon. Reprenant un argument déjà avancé dans le manuscrit de l'« Empire latin », la *Note à l'humanité* met en garde contre la destruction irréparable de l'Europe si celle-ci venait à s'engager dans une nouvelle guerre mondiale – conflit qui, selon Kojève, ne pourrait être déclenché que par les États-Unis ou l'Union soviétique.

Alors que Kojève avait l'habitude de mettre en avant l'homogénéité culturelle apparente des « pays latins » comme fondement préexistant à l'intégration transnationale, la *Note à l'humanité* affirme désormais que l'intégration politique et économique par le biais d'une Banque d'investissement créera les bases matérielles d'une « préservation indéfinie » de l'Europe en tant

qu'« entité politique et culturelle *sui generis* ». De même, là où le manuscrit de l'« Empire latin » divisait le monde en blocs « culturels » et évoquait un Empire « anglo-saxon » et un Empire « slavo-soviétique », la *Note* fait preuve d'un réalisme géopolitique plus net et désigne plus simplement les États-Unis et l'Union soviétique. Comme l'« Empire latin » devait le faire pour les pays romans, la Banque d'investissement est appelée à rendre l'Europe indépendante des deux superpuissances. Or, puisque l'Europe occidentale, s'empresse d'ajouter Kojève, est déjà pleinement indépendante de l'Union soviétique, le véritable objectif de l'intégration européenne devient, dès lors, l'indépendance vis-à-vis des États-Unis.

On notera que Kojève présente le cadre institutionnel que la Banque d'investissement est censée instaurer comme politiquement impartial par principe. Dans le tout dernier point de la *Note*, le lecteur apprend que le caractère capitaliste ou socialiste d'une telle Banque dépendra entièrement de l'homme placé à sa tête. En 1950, Kojève avait substitué le directeur au dictateur.

Le libéralisme autoritaire et le problème de l'autorité en démocratie

Dans la seconde moitié du XXe siècle, la coopération internationale constitue le meilleur espoir de l'Europe pour survivre *en tant qu'Europe*. Et c'est pour cette raison que la coopération internationale représente également *autre chose*. À la lecture des textes qu'il a rédigés en tant que fonctionnaire de la DREE, en parallèle de ses « écrits de Vichy » antérieurs, on se rend compte que Kojève considérait l'intégration européenne comme le seul moyen pour la démocratie libérale *en tant que telle* de continuer à exister.

Et pourtant, la survie obtenue par un tel saut dans l'internationalisme prendra une forme étrange, liminale : la démocratie libérale ne mourra pas, mais elle ne pourra pas non plus vraiment vivre. Sa situation s'apparente à une sorte de captivité sans fin. L'internationalisation transformera la démocratie libérale en un symbole, un souvenir du contexte fondateur d'un ensemble d'organisations internationales, sans aucune pertinence pratique ni pour leur fonctionnement, ni pour rien d'autre.

Dans un article sur l'OECE rédigé à l'été 1949 à la demande de Jean Filippi, alors président du comité des échanges de l'OECE, Kojève affirme que la démocratie libérale est appelée à s'internationaliser, sous peine de disparaître. Filippi lui avait demandé de dresser un bilan des réalisations de l'organisation et d'en exposer les perspectives pour l'hebdomadaire *France Illustration*. Une première ébauche fut achevée fin août 1949. L'article parut sous une forme abrégée à la fin du mois de septembre, sous le titre « Où en est le plan Marshall ? Difficultés et espoirs de l'OECE ».

Dans la version préliminaire, légèrement plus développée, Kojève souligne que l'administration Roosevelt avait commencé à planifier, dès la Seconde Guerre mondiale, le rétablissement d'une économie mondiale conforme aux paramètres fondamentaux de la théorie économique libérale de l'époque. Or cette vision rooseveltienne du libéralisme mondial d'après-guerre sera, écrit Kojève, « par la force des choses dirigiste, voire autoritaire ».

Si le renouveau du libéralisme mondial doit prendre une forme « dirigiste » ou « autoritaire »,



Alexandre Kojève et son « espèce de chouette empaillée derrière l'épaule » prennent la pause (date inconnue). © BNF

c'est parce que les circonstances l'empêchent de s'établir « de lui-même », spontanément, au sortir de la guerre. Dès lors que les gouvernements nationaux mènent des politiques économiques antilibérales sur le plan intérieur, le libéralisme ne peut être rétabli et maintenu que par une action gouvernementale à l'échelle internationale. Dans la seconde moitié du XXe siècle, le sort de l'ordre économique libéral se jouera donc entre les mains de structures gouvernementales opérant au-dessus et au-delà de l'État-nation – structures, précise Kojève, au sein desquelles des délégués mandatés par les gouvernements des États démocratiques pourront s'accorder sur des politiques libérales puis en superviser l'application.

Mais pourquoi les gouvernements nationaux voudraient-ils mener des politiques économiques « antilibérales » ?

Les « textes de Vichy » nous révèlent que ces réflexions sur la constitution d'un ordre international libéral après la Seconde Guerre mondiale s'inscrivent pleinement dans une philosophie politique globale. L'idée sous-jacente selon laquelle les gouvernements nationaux seraient en quelque sorte tentés de mener des politiques économiques antilibérales s'inscrit dans le prolongement de la critique de Kojève concernant le manque relatif d'autorité de l'État démocratique, telle qu'il l'a développée dans *La Notion de l'autorité* et dans ses *Notes sur Néoformations*.

Cette critique de l'autorité démocratique, dont toute la portée n'est apparue qu'après la redécouverte du manuscrit des *Néoformations*, trouve un écho remarquable dans les débats sur la « crise de la démocratie libérale » qui nous occupent depuis une bonne décennie.

Ces textes permettent d'affirmer que cette « crise » n'a rien d'une surprise : la « démocratie libérale » est un anachronisme politique, un mort-vivant depuis le début du XXe siècle. La proposition peut sembler provocante, mais Kojève estime bel et bien que l'avenir de la politique – celle qui inaugurera l'État universel et homogène – est « autoritaire ». Une mise en garde s'impose toutefois, tant son usage du terme est indifférencié : dans ses écrits politiques, l'« autoritarisme » désigne toute forme d'autorité positive, exercée de manière rationnelle.

C'est même la nouveauté de cette critique de la démocratie et

de l'autorité démocratique mérite qu'on s'y attarde.

La Notion de l'autorité nous enseigne que les majorités et les minorités, ces catégories politiques si centrales au parlementarisme et à la théorie démocratique, ne sont associées à aucune forme d'autorité *sui generis*. Ce que l'avant-garde intellectuelle de la démocratie parlementaire ne parvient pas à saisir, soutient Kojève dans son manuscrit de 1942, c'est que l'autorité ne procède jamais de critères quantitatifs. Les catégories de l'autorité politique sont à ses yeux de nature qualitative. Sa lecture du canon philosophique occidental en révèlerait exactement quatre : l'autorité du père, du chef, du maître et du juge. Il n'existe aucun autre « type pur » d'autorité au-delà de ceux-là.

Rédigées par Kojève quelques mois seulement après *La Notion de l'autorité*, les *Néoformations* prolongent cette analyse des malentendus supposés de la « théorie 'démocratique' du 'contrat social' » pour en faire une dénonciation globale de l'incapacité des démocraties à exercer efficacement l'autorité politique.

Vers la fin du manuscrit, Kojève met en regard l'Union soviétique, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie – les trois principales « néoformations politiques » qui, selon lui, ont émergé dans la première moitié du XXe siècle – avec le modèle de l'« État démocratique » (terme générique qui englobe ici aussi bien les démocraties libérales que les formes de gouvernement « technocratiques »). Au fil de cette comparaison, Kojève assume ouvertement le mépris pour le parlementarisme démocratique que manifestent ces trois régimes.

Inutile de nier, dit-il à son lecteur, que l'Union soviétique, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie sont des dictatures personnelles. Cette circonstance ne rend pas pour autant l'« État démocratique » moralement supérieur aux « néoformations ». Aucune des trois ne fait le moindre effort pour dissimuler qu'elle repose sur un dictateur érigé en figure de proue, « soutien » personnifié de l'autorité de l'État – et cela joue en leur faveur. Car les « États démocratiques », aux yeux de Kojève, sont eux aussi des dictatures. Plus précisément, des dictatures de classe ; et, contrairement aux « néoformations » politiques, ils dissimulent perfidement leur nature dictatoriale. Le « régime démocratique », selon Kojève :

« n'est qu'une 'dictature' camouflée, fondée en fait sinon sur le violence ouverte, du moins sur le tromperie et l'oppression, c'est-à-dire en fin de compte sur la force (économique) et non sur l'Autorité reconnue librement et en pleine connaissance de cause. »

On commence à comprendre pourquoi Kojève juge l'« État démocratique » incapable d'exercer une autorité politique en tant qu'État. Au cœur de la critique qu'il en fait dans les *Néoformations* se trouve l'idée que cette forme étatique revêt un caractère « féodal ». La population de tout « État démocratique » se compose de groupements privés aux intérêts antagonistes, et le pouvoir politique n'est exercé que par une minorité d'entre eux. Certains démocrates honnêtes, observe Kojève, admettent ainsi que dans l'« État démocratique », le pouvoir est aux mains d'une « élite ».

Or *La Notion de l'autorité* nous a appris qu'une « élite », minorité par excellence, pourrait en théorie incarner n'importe lequel des quatre « types purs » d'autorité – père, chef, maître ou juge – ainsi que n'importe laquelle de leurs combinaisons possibles. Pourtant, soutient Kojève dans les *Néoformations*, les démocrates qui reconnaissent la nature « élitiste » de la société démocratique insistent généralement sur le

fait que ces élites aspirent à une autorité *non* politique : « culturelle » et « morale ». La politique et l'autorité politique, souligne-t-il, jouent un rôle secondaire dans l'État démocratique.

Un État qui se sait détenteur de l'autorité dans le domaine politique considère l'être humain comme un être politique, c'est-à-dire exclusivement comme un « citoyen ». Il en va tout autrement de l'État démocratique : pour lui, notre existence politique n'est qu'une qualité parmi celles qui font de nous des êtres humains. Il peut ainsi tout aussi bien nous reconnaître comme « membre d'une famille, agent économique, sage, artiste, *homo religiosus*, etc. ».

D'un point de vue formel, certes, l'État démocratique respecte le principe de la règle majoritaire – le spectacle périodique des élections législatives vient régulièrement le rappeler. Pourtant, conformément à l'image générale qu'en donnent les *Néoformations* – celle d'un État tendant vers l'apolitique –, le parlementarisme démocratique y est présenté comme politiquement insignifiant dans l'ensemble. Certes, dans la mesure où il élabore des projets destinés à être mis en œuvre par des réformes ultérieures, le parlement occupe nominalement la position du chef ; et certes, quand le pouvoir exécutif met ces plans à exécution, il incarne nominalement le maître. Mais que sont donc les partis politiques élus au parlement dans les États démocratiques ? La réponse de Kojève à cette question vient parachever sa démonstration sur la nature apolitique de l'« État démocratique ». Voici comment il caractérise les partis que l'on rencontre dans les parlements de ces États :

« En effet, par définition, les Partis dits 'politiques' sont des groupements privés, qui représentent les 'intérêts' de certains groupes de 'citoyens', qui se réunissent d'ailleurs non pas en tant que citoyens, mais en leurs qualités d'hommes privés. »

Il se peut que le parlement et le ou les partis qui y détiennent la majorité soient reconnus par l'électorat comme des chefs politiques faisant autorité ; il se peut également que l'exécutif soit reconnu comme un véritable maître. Mais qu'ils le soient ou non, soutient Kojève, n'a pas d'importance particulière pour l'État démocratique. L'expérience montre que les opinions exprimées par une majorité parlementaire ne sont pratiquement jamais tenues pour « justes » et faisant autorité par qui que ce soit. Et ce n'est pas nécessaire : dans l'État démocratique, « il suffit d'admettre [la] force [de l'opinion majoritaire en tant qu'opinion majoritaire] ».

Les projets élaborés par les parlements démocratiques se situent de toute façon hors du domaine politique. La législation qu'ils adoptent formule pour l'essentiel des « objectifs économiques, moraux, culturels, religieux, etc. » de nature privée. Si la tâche de l'exécutif consiste à mener à bien ces projets privés, nul besoin de le considérer comme une autorité politique pour qu'il remplisse sa fonction. La seule exigence à laquelle il doit véritablement satisfaire dans une démocratie libérale est celle d'être formellement « légitime », ou « constitutionnel ». Tout cela découle de la nature « féodale » – autrement dit antitotalitaire – de l'État démocratique.

À la lumière de ces considérations, on peut désormais affirmer qu'il existera toujours une tentation « antilibérale » dans la politique nationale : car l'« État démocratique », contrairement à son successeur « autoritaire », est incapable d'accomplir la destinée historique de l'État comme détenteur conscient de l'autorité dans

le domaine politique. Au sein de l'« État démocratique », l'autorité politique est divisée par construction (séparation des pouvoirs) et, dans la pratique, ne s'incarne de toute façon que par accident.

L'importance du texte de 1949 sur l'OECE tient précisément à ce qu'il rappelle que la politique nationale n'est qu'une partie du tableau. Il est possible – et il est d'ailleurs de l'intérêt commun des « élites » ou « classes » dirigeantes des États démocratiques – de se soumettre à l'autorité d'organisations internationales chargées de défendre la doctrine libérale. Le tournant libéral vers l'internationalisme instaure ainsi une relation d'autorité viable entre les classes dirigeantes nationales et des structures gouvernementales – théoriquement capables d'imposer leurs propres règles à leurs États membres – érigées pour protéger leurs intérêts privés communs.

La démocratie quitte inévitablement la scène dès lors que le centre du pouvoir libéral se déplace ainsi, de l'échelle nationale, à l'échelle internationale. Le *dèmos* ne sera pas le sujet qui propulsera l'Histoire vers son achèvement dans l'État universel et homogène.

En finir avec Jeanne d'Arc

Deux interlocuteurs allemands de Kojève, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, rapportent qu'il insistait beaucoup sur le fait que ses contributions à l'intégration européenne, et plus largement, à l'architecture de l'internationalisme libéral d'après-guerre, servaient l'objectif ultime de l'instauration d'un État universel et homogène.

Le premier est Iring Fetscher, historien de la pensée politique proche de l'École de Francfort, le second, Nicolaus Sombart, sociologue, fonctionnaire du Conseil de l'Europe et disciple de longue date de Carl Schmitt. Tous deux évoquent dans leurs autobiographies une rencontre qu'ils ont eue respectivement de manière privée avec Kojève.

Fetscher rapporte l'avoir croisé au début de l'année 1949, alors qu'il séjournait à Paris grâce à une bourse pour achever sa thèse de doctorat sur Hegel. Sombart, quant à lui, raconte avoir été reçu dans le bureau de Kojève, au Quai Branly, après avoir assisté à sa conférence de 1951 sur *Le Concept et le Temps* au Collège de philosophie, et avoir échangé brièvement avec lui à l'issue de celle-ci. Indépendamment l'un de l'autre, tous deux se souviennent que Kojève justifiait sa décision de rejoindre la DREE et d'œuvrer à l'intégration politico-économique de l'Europe et du reste du monde libéral par une parabole évoquant la guerre de Cent Ans et Jeanne d'Arc.

On rapporte que Kojève voyait l'époque de Jeanne d'Arc comme suit : elle se définissait par une guerre opposant divers seigneurs féodaux aux partisans de la monarchie. Les monarchistes finirent par l'emporter. Mais l'histoire aurait pu prendre une autre tournure. Si les seigneurs féodaux, agissant à l'encontre de leur « esprit », c'est-à-dire de leurs intérêts de classe, avaient formé une sorte de coopérative, ils auraient pu produire le même équipement militaire de pointe que les monarchistes – « des canons et d'autres armes lourdes », précise Fetscher – et ainsi prévaloir sur ces derniers. Ils auraient alors représenté une force de progrès historique plutôt qu'une force de réaction. Le roi serait devenu « superflu, et sa cause serait tombée dans l'oubli ». Dans ce scénario alternatif, insistait Kojève, « Jeanne d'Arc aurait quand même été brûlée sur le bûcher, à une seule différence

près : personne ne parlerait d'elle aujourd'hui ».

L'analogie est limpide : en encourageant la coopération transnationale entre leurs représentants nationaux respectifs, Kojève entreprend de transformer la bourgeoisie « féodale » de l'Europe occidentale de son temps en avant-garde historique. L'internationalisme libéral qui nous a donné le plan Marshall puis le plan Schuman n'est donc pas, à ses yeux, un *katechon* destiné à empêcher l'avènement de l'« État universel et homogène » : c'est simplement une autre manière de le construire. Quels que soient les efforts déployés, on ne peut, en définitive, *pas ne pas* le construire – l'Histoire est une grande manipulatrice, une manipulatrice qui l'emporte toujours. Il suffit de lui laisser le temps.

C'est peut-être le simple fait d'avoir travaillé pour le mauvais ministère qui explique pourquoi, en dépit de son engagement en faveur de l'intégration européenne, le nom de Kojève figure rarement sur les listes des « pères fondateurs » de l'Europe contemporaine.

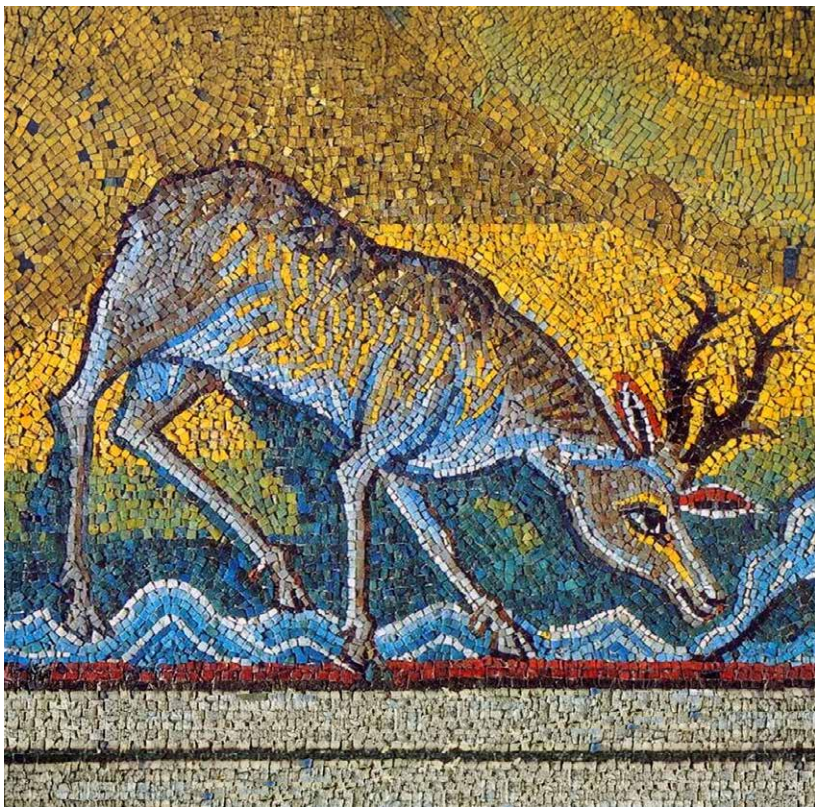
Après tout, « père fondateur » est un titre honorifique, décerné *a posteriori* par ceux qui s'obstinent à recourir aux métaphores familiales en politique, une fois qu'une structure nouvelle a réussi tant bien que mal à s'imposer. C'est l'histoire qui fait le père, et non l'inverse. À l'époque, rien ne garantissait que, parmi les nombreuses propositions concurrentes d'intégration politico-économique de l'Europe, celle de Jean Monnet serait la seule à résister à l'épreuve du temps. Lorsque la Communauté européenne du charbon et de l'acier de Monnet fut préférée à la Banque d'investissement de la DREE, Kojève n'eut d'autre choix que de poursuivre désormais ses objectifs au sein d'une structure conçue par un autre.

Reste que Kojève nous a légué l'ébauche de ce que l'on pourrait appeler une « philosophie » de l'intégration européenne. Une esquisse qui, avec le recul, paraît singulièrement juste : elle suggère que l'intégration européenne est un processus et non un *telos*, et que nous ne saurons donc avec certitude ce qu'est une Europe intégrée qu'une fois qu'elle aura disparu.

Kojève n'aura peut-être pas été officiellement canonisé comme l'un des « pères fondateurs » de l'Europe contemporaine. Mais si sa « philosophie de l'Europe » exige que, pour échapper à la disparition certaine qu'entraînerait l'engagement dans un nouveau conflit mondial, l'Europe se détache des États-Unis et s'impose comme une puissance régionale à part entière, alors, au vu de notre situation présente, deux hypothèses s'ouvrent à nous : soit Kojève est le « père fondateur » dont nous avons besoin, soit nous découvrirons bientôt la *véritable* signification du mot « Europe » ◀

Deux poèmes inédits de **Pascal Quignard**

Le violoncelliste et grand écrivain français a composé « Der Frühling » et « La Source des Eaux », obsédé par les mosaïques de la Basilica di San Clemente à Rome et par leur cerf bleu.



AUTEUR Pascal Quignard

MUSIQUE Gabriela Ortiz — *Kauyumari*

Der Frühling

Les oiseaux sont si impatients. Joyeux.
Étourdis. Distraits. Fébriles.
Voletant. Chantant. Ils s'écartent du nid.

Et les libellules, les petits oiseaux, les mésanges, les étourneaux sansonnets, les chardonnerets des rivières. Ils s'éloignent de la berge.

Les papillons, les morts s'éloignent de la berge. Ils quittent tout.
Ils vont de branches en branches. Ils ont peur.

Ils passent sans fin de poteaux électriques en antennes de télévision.
De grillages en remblais, en aubépines, en buissons de mûres.
En bords de poubelles. En panneaux de signalisation. En cabanes de bergers recouvertes de lauzes.
En phares sur la mer.

Les anciens habitants du Latium croyaient que les dieux étaient des oiseaux qui écrivaient le destin des hommes dans le ciel bleu.

Et les chatons qui jouent, petits oisillons sans ailes, boules de fourrure qui musclent si vite leurs pattes arrière, petites narines roses qui frémissent, ils s'approchent de l'eau.
Ils suivent la rive. Ils vont de fourrés en taillis, en broussailles. En tuyaux de canalisation. En bouches d'égoût. En gouttières.
Ils suivent le fil d'eau d'aube en aube.

Et les femmes et les hommes de même, d'insomnie en insomnie.
Désirants, maugréants, ils poussent le drap avec leurs pieds, ils quittent le lit.
Ils descendent l'escalier dans le noir.

On pose le front contre la baie vitrée et l'on scrute le jardin sous la pluie.
Les arbres dans une espèce de brume.
Les parterres encore dans la pénombre.

On ouvre la porte fenêtre dans l'obscurité. Comme il fait froid !
Du balcon qui donne sur l'eau on voit l'eau qui tombe sur l'eau.
On ne se lancera pas dans un combat avec ce qui est inexorable.
Pourquoi l'humanité est-elle la seule espèce animale à détester sa condition ?
À humilier sa source ?
À haïr sa fin ?

Il est vain de s'en prendre à la nuit.
Elle précéda la *vie*.
Elle précéda le ciel.
Il est *vital* de profiter des secondes qui restent pour admirer la *splendeur* qui s'enfuit avec la lumière.

Les deux pages du livre, alors qu'on l'ouvre, sont les ailes d'un ange.

Alors Jacob, comme il avait lutté toute la nuit avec cet ange qui le malmenait, qui le bourrait de coups, lui adressa cette demande :
– Révèle-moi ton nom, je te prie.
Mais l'ange toucha sa main et murmura :
– Cur quaeris nomen meum ?
Pourquoi me demandes-tu mon nom ?
Jacob, Jacob, pourquoi me demandes-tu mon nom ?
Évite ce nom qui ne nomme pas.
Qu'il te reste inconnu.
Détourne-toi de ce reflet que l'aurore absorbe dans sa lumière.
Alors Jacob ouvrit les yeux. Il regarda autour de lui. Il était seul.
L'aube se leva.



Le cerf bleu de la Basilica di San Clemente à Rome (Mosaico Absidiale XII sec.)

La Source des eaux

Dieu disait dans son Livre : Le cerf ne fuit pas le chien
ni ne craint le chasseur
il cherche les fontaines.
Ad fontes aquarum cervus.
Du fleuve il cherche la source.

Les hardes ne s'esquivent pas quand elles se précipitent.
Ni ne s'effarouchent quand elles détalent.
Quand elles bondissent elles ne vont pas se cacher au plus secret de l'obscurité inatteignable des forêts.
Sans cesse elles se dirigent vers les eaux les plus vivantes,
elles les appellent,
elles brament en jaillissant,
elles hèlent quand elles ruissellent.
Grands jets de lumière dans la nuit de décembre.
Élan de l'élan qui s'élance au fond de l'origine.

L'Europe empire chrétien selon **Paleologu**

« Cioran aurait vu dans le retour actuel de l'Antéchrist une nouvelle figure de cette 'tentation d'exister' qu'il a passé sa vie à dénoncer. Il aurait souri, je crois. D'un sourire amer. »



AUTEUR Guillaume Erner

C'est une question qu'on croyait close. Tranchée par les rédacteurs du préambule de la Constitution européenne (bon, elle n'a pas été approuvée), qui refusèrent d'y inscrire les «racines chrétiennes» du continent, et tranchée plus profondément encore par deux siècles de sécularisation, d'oubli et de pluralisme plus ou moins (souvent moins, quand même) paisible.

L'Europe est-elle chrétienne ? La question semblait reléguée aux cercles confessionnels, aux congrès du Parti populaire européen, à quelques chapelles intellectuelles de Cracovie ou de Milan et dans les pièces de doctrine du Grand Continent.

Eh bien non. Elle revient. Et elle revient en force, par là où on ne l'aurait jamais attendue : par la Silicon Valley, par les podcasts néo-trumpistes, par les conférences feutrées où Peter Thiel cite l'Antéchrist de Soloviev entre deux conseils d'administration de Palantir, par les théologiens politiques de Moscou pour qui «l'Occident collectif» n'est plus un adversaire géopolitique mais une figure eschatologique – l'Antéchrist en personne, déguisé en commission bruxelloise.

Pour penser ce retour improbable, il fallait un interlocuteur singulier.

Theodor Paleologu est philosophe, ancien ministre de la Culture de Roumanie, ancien ambassadeur à Copenhague, ancien candidat – malheureux – à la présidence roumaine. Il a fait sa thèse sur Carl Schmitt avec Pierre Manent, son DEA sur le tournant pessimiste de Vladimir Soloviev. Autant dire qu'il a lu ces textes avant que la mode ne s'en empare.

Mais il y a aussi autre chose. Un nom qui, à Constantinople, désignait jadis ceux qui régnaient – et qui, le 29 mai 1453, tombèrent sur les murailles théodosiennes. Sa famille, branche balkanique des Paléologues, a essaimé en Valachie avant de donner à la France l'ambassadeur Maurice Paléologue, témoin des dernières heures des Romanov, et à la Roumanie quelques figures politiques.

Autant dire qu'il a un avis informé sur la question et que cet avis est avant tout un étonnant déplacement. Quand on parle des «racines chrétiennes» de l'Europe, on pense spontanément à Charlemagne couronné par Léon III, à Saint-Louis sous son chêne, à Chartres et aux moines de Cluny. On oublie que pendant un millénaire, le centre de gravité du christianisme n'a pas été

à Rome mais à Constantinople. Que les conciles fondateurs – Nicée, Constantinople, Éphèse, Chalcédoine – se sont tous tenus en Orient. Que pendant que l'Occident balbutiait dans ses royaumes barbares, Constantinople rédigeait le code de Justinien et bâtissait Sainte-Sophie. Dire que l'Europe est chrétienne, c'est dire au minimum cela : qu'elle est l'héritière commune de Rome et de Byzance, des deux poumons dont parlait Jean-Paul II.

L'amputer de l'un des deux, c'est se condamner à ne rien comprendre – y compris à ce qui se joue aujourd'hui en Ukraine et en Moldavie, sur cette ligne de front qui est, qu'on le veuille ou non, l'ancienne frontière byzantine. C'est aussi rendre les choses beaucoup plus compliquées pour ceux qui voudraient figer géographiquement le territoire européen…

Et puis la réponse honnête, dit Paleologu, n'est jamais oui ou non. «L'Europe a une composante chrétienne importante, c'est indéniable. Mais de là à dire que c'est le christianisme qui définit l'Europe, c'est aller un peu vite. Il n'y a pas que cela. Et puis la dimension chrétienne elle-même n'est pas un monolithe : elle est partagée entre catholiques, orthodoxes, luthériens, calvinistes, anglicans. Ces traditions ne disent pas la même chose. Et même à l'intérieur d'une seule confession, vous trouvez des positions opposées. Il y a des chrétiens profondément engagés dans la construction européenne, et d'autres qui y voient une tour de Babel, une eschatologie inversée. La pluralité interne au christianisme est en réalité immense.»

Il y a, à ce point précis, un texte qu'on ne peut pas ne pas convoquer. Un texte dans lequel un Paléologue parle exactement de cela. C'est le discours de Ratisbonne, prononcé par Benoît XVI le 12 septembre 2006. Et c'est, par un clin d'œil de l'histoire, un dialogue de Manuel II Paléologue qui en constitue la matrice.

Hiver 1391 : l'avant-dernier empereur byzantin, en quartiers d'hiver à Ankara – vassal nominal du sultan ottoman, en réalité –, dialogue pendant des nuits entières avec un érudit persan musulman. Il en transcrira le contenu pendant le siège de Constantinople de 1394-1402. C'est de ce texte, édité au XXe siècle par le théologien Théodore Khoury de Münster, que Benoît XVI tira la citation qui mit le feu aux poudres : «*Montre-moi donc ce que Mahomet a apporté de nouveau, et tu y trouveras seulement des choses mauvaises et inhumaines.*» On a brûlé des églises au Pakistan, tué une religieuse à Mogadiscio, accusé le pape allemand de provocation – et toute l'architecture du discours s'est perdue dans le bruit.

C'est dommage. Parce que Ratisbonne n'est pas un discours sur l'islam, c'est un discours sur la raison. Benoît XVI y défend une thèse précise : que la rencontre entre la foi biblique et la pensée grecque – l'hellénisation du christianisme – est le cœur même du génie européen. Que Dieu agisse *syn logô*, selon la raison, voilà ce qui a rendu possibles l'université, la science, le droit. Manuel II est convoqué pour illustrer un point : la violence au nom de la foi est contraire à la nature de Dieu, parce qu'elle est contraire à la raison.

Bon. Qu'un pape ait, ou non, le droit de tenir une conférence de haute théologie dans un monde pris dans les crises géopolitiques est une autre question. Mais c'est sans doute une chose profonde qui a été dite sur l'Europe au XXIe siècle. Ce qui la menace n'est pas l'islam – ce n'est jamais l'extérieur qui menace une civilisation mais toujours sa propre fatigue. Ce qui la menace, c'est l'auto-amputation de la raison qui se réduirait au calcul, à l'efficacité, à

la performance, et qui perdrait le sens du *pourquoi*.

Voilà qui nous ramène à Peter Thiel. Lui aussi prétend défendre la «civilisation chrétienne» contre le nihilisme. Mais il fait tout l'inverse de Ratisbonne. «Peter Thiel est un bricoleur ingénieux», dit Paleologu – qui insiste sur le mot, qu'il emploie sans mépris. «Il assemble Schmitt, Soloviev, Robert Hugh Benson – l'auteur du *Maître de la Terre*, ce roman catholique de 1907 où l'Antéchrist se présente sous les traits d'un président d'une Europe unifiée. Thiel prend ces matériaux, il les réagence, il en tire une grille de lecture du présent. C'est ingénieux, mais c'est du bricolage théologico-politique. Ce n'est pas une pensée systématique. C'est un assemblage rhétorique très efficace, qui fonctionne parce qu'il flatte une intuition diffuse : et si l'Union européenne, et si la gouvernance mondiale, et si l'ONU étaient en train de fabriquer, sans le savoir, l'infrastructure d'un pouvoir antichristique ?» C'est exactement le contraire de ce que Manuel II faisait dans sa tente d'Ankara, à dialoguer plutôt qu'à combattre. Mais pourquoi l'Antéchrist ? D'où vient-il et surtout où se cache-t-il ? «Un sous-sol eschatologique chrétien n'a jamais cessé d'exister. Soloviev imagine une invasion mongole de l'Europe, suivie d'une union européenne qui élit un président, lequel devient l'Antéchrist. Voilà la matrice. À partir de là, tout un fondamentalisme – orthodoxe, catholique traditionaliste, et même certains courants évangéliques américains – a construit l'idée que la construction européenne, parce qu'elle est universaliste, parce qu'elle promet la paix, parce qu'elle réconcilie les nations, est par cela même suspecte. C'est exactement la séduction antichristique selon Soloviev : promettre la paix pour mieux instaurer le règne du mensonge.»

Alors, à la question : l'Europe est-elle chrétienne ? Paleologu répond avec une question : «Pourquoi ces discours, pourquoi maintenant ? Parce que la sécularisation, pour beaucoup, n'est plus vécue comme une promesse mais comme une perte. Et qu'il est tentant, devant une perte, de la lire comme une catastrophe métaphysique plutôt que comme une transformation historique. Dire que nous sommes à la veille de la fin, que l'Antéchrist est aux portes, que l'Europe prépare son règne – c'est donner du sens à un désarroi. C'est une lecture pessimiste de l'histoire, mais ce n'est pas la seule. Il y a aussi, dans la tradition chrétienne, une lecture de l'espérance. Et il faut rappeler, contre les bricoleurs ingénieux, que cette tradition-là existe, qu'elle est tout aussi légitime, et qu'elle est sans doute plus fidèle à l'esprit de l'Évangile.»

On quitte Theodor Paleologu sur le quai d'un train pour Istanbul – pour cette ville qui fut celle de ses pères avant d'être autre chose, et qui est désormais les deux à la fois – en se disant qu'il n'est pas si fréquent, par les temps qui courent, de croiser un homme qui a lu Soloviev en russe, Schmitt en allemand, Manuel II en grec et Peter Thiel en VO. C'est peut-être là, finalement, qu'il faut chercher la définition d'un Européen : non pas celui qui revendique une identité fermée, mais celui qui porte, dans son nom même, la mémoire d'une frontière qui est tombée – et qui essaie, patiemment, de la rouvrir. ◀